

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 269. — 15 JANVIER 1966

LA RELÈVE DES PRINCES

(Lire en page 4)



(Photo A.F.P.)

DOCUMENT

3 lettres inédites
de Vincent Auriol

« La Sentinelle » de la Chaux-de-Fonds publie trois lettres adressées par Vincent Auriol au militant socialiste suisse Fernand Donzé.

Nous pensons qu'elles peuvent intéresser nos lecteurs. Elles font connaître un aspect du Président récemment décédé sur lequel la grande presse n'a pas attiré l'attention.

La première lettre est du 17 juillet 1959 :

Cher ami,

Cette lettre vous surprendra certainement, mais l'ayant lue, vous excuserez, j'en suis sûr, mon intervention.

La crise du socialisme français est angoissante ; si elle se prolongeait, elle serait dangereuse pour la République française et pour la démocratie. Au plus tôt, il faut reconstruire le parti sur de larges assises afin de rassembler tous les travailleurs égarés pour l'instant, et d'autre part de fédérer tous les partis de démocratie en vue de toute éventualité. Cela, les sections de l'Internationale ouvrière ne l'ignorent pas, aussi estimé-je que mon devoir est de sortir de ma réserve et de m'adresser à elles.

Ancien délégué du Parti socialiste SFIO à l'exécutif de l'Internationale, ayant participé depuis 1912 à presque tous ses congrès à côté de Jaurès d'abord, puis de Léon Blum, de Bracke, de Longuet, de Vendervelde, de Branting, d'Adler, de Bauer, d'Henderson, de Kautsky, de Bouckère, de Motteot, et., pour ne parler que des morts, car les vivants me connaissent, je me suis rendu compte de la nécessité d'unir plus étroitement que jamais, sur des principes clairs, les travailleurs de tous les pays ; j'ai observé également que le socialisme français, au lendemain de deux guerres mondiales et ensuite pendant les crises tchécoslovaque et

espagnole, avait apporté une forte contribution aux efforts communs de la classe ouvrière.

Après avoir éliminé en 1945 Léon Blum et Daniel Mayer de la direction du parti qu'ils avaient maintenus sous l'occupation, Guy Mollet et une équipe créée par lui a, pendant dix ans, compromis l'avenir du socialisme, éloigné du parti des travailleurs toute la classe ouvrière attirée d'abord par le Parti communiste et puis livrée par les déceptions à l'indifférence. La capitulation de Guy Mollet devant les ultras d'Alger, la politique de Lacoste, puis par une entreprise mal menée la capitulation devant Nasser, l'aggravation chaque jour croissante du drame algérien, une politique gouvernementale qui a laissé préparer le coup de force du 13 mai, car après, tout était fini. Aucun exposé de doctrine, aucune propagande dans le pays et aux dernières élections, des alliances aussi diverses que contradictoires n'ayant en vue qu'un succès électoral, l'intolérance au sein des organismes directeurs, tout cela a écoeuré les meilleurs militants, ceux qui ont un nom et ont donné leur foi au socialisme pour rester dignes de leur passé et préserver leur idéal, ont fondé le Parti socialiste autonome, avec Depreux, Daniel Mayer, Philip, Rosenfeld, Verdier, Robert Blum, etc.

J'ai moi-même quitté le parti qui

ness, plus socialiste et auquel depuis 1905 j'avais donné toute mon activité et contribué au côté de mon ami fraternel Léon Blum à ses succès.

Mais le Parti socialiste autonome, dont les dirigeants ont maintenu avec héroïsme le socialisme aux heures dures, doit être aidé. Les adhérents sont de plus en plus nombreux ; lui seul peut ramener les travailleurs et les détacher du Parti communiste ou les arracher à l'indifférence. On peut ainsi refaire autour de lui l'unité de la classe ouvrière française après avoir écarté les mauvais bergers qui, hantés uniquement par l'exercice du pouvoir, en éloignent la conquête telle que nous l'avions entrevue aux plus beaux jours de nos espoirs.

L'Internationale a, à mon avis, le devoir d'aider le Parti socialiste autonome et tous ceux qui par lui veulent assurer le triomphe du socialisme, ce à quoi ils parviendront s'ils sont aidés.

Chaque section de l'Internationale, d'après son importance et ses ressources, ne peut-elle accorder une

subvention au Parti socialiste autonome dirigé par Depreux et auquel adhèrent les meilleurs militants? Cette subvention, s'ajoutant aux cotisations des adhérents, permettrait d'organiser la propagande à travers tout le pays, d'avoir des délégués permanents et ainsi d'atteindre le but que je vous ai indiqué.

L'Internationale ne peut-elle, d'autre part, admettre en son sein le Parti socialiste autonome au même titre que le parti de Guy Mollet, en attendant de l'admettre en toute exclusivité?

Je suis convaincu que vous excuserez mon appel, que vous l'entendrez, que vous nous aiderez. Je vous le demande avec toute l'ardeur de ma foi, tout l'enthousiasme de mes convictions et tout mon espoir dans la résurrection du socialisme français.

Je vous prie d'agréer, mon cher ami, avec mon bon souvenir pour tous vos camarades et vous-même, l'expression de ma fidèle amitié.

La deuxième lettre est du 2 septembre 1959 :

Cher camarade,

J'ai reçu vos deux lettres, du 17 et du 20 juillet. J'étais absent et votre lettre était mal adressée. Excusez mon retard.

Je veux d'abord vous en remercier très vivement. J'ai communiqué votre lettre, le concernant, à mon ami Ed. Depreux, PSA, rue Henner, 8, Paris. Mais je vous demande de ne pas publier, dans la presse, mon appel. Je tiens à éviter toute polémique. Je préfère rester un peu en dehors, afin de pouvoir contribuer à refaire l'unité entre les bons éléments encore au parti de Mollet et ceux du PSA. Mais vous pouvez dans l'intimité du Parti socialiste suisse le communiquer aux secrétaires cantonaux, en leur deman-

dant de ne pas le donner aux journaux.

D'autre part, voyez avec Depreux la campagne à mener.

Enfin, j'aurais été heureux d'aller à La Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel, à Genève, parler de Jaurès. Mais je souffre en ce moment d'une crise de colite et de foie. Peut-être devrai-je aller faire cure à Vichy. Je ne serai fixé que d'ici à quinze jours, après la consultation du docteur. Je m'y conformerai et serai libre, dans ce cas, vers 20 septembre. Si je ne pouvais y aller, voyez Daniel Mayer, André Philip, Depreux, Verdier.

Croyez à mes remerciements et à ma bonne amitié.

La troisième lettre est du 3 octobre 1959 :

Cher camarade et ami,

Par le chemin des écoliers, nous sommes rentrés, par petites étapes, dans notre « Patio ». Et j'allais vous écrire lorsque le facteur m'a remis votre lettre.

Je veux vous dire d'abord que ma femme et moi avons été très émus par l'accueil affectueux que vous nous avez fait. Vous nous avez comblés de prévenances et de bontés. Et la bienveillance de la population de La Chaux-de-Fonds à mon égard, son attention soutenue et la chaleur de ses applaudissements m'ont donné joie, confiance, réconfort. De notre

visite dans votre ardente ville nous garderons un souvenir très chaud à notre cœur. Et je serais heureux si j'avais pu confirmer la foi socialiste de vos militants et sympathisants.

La journée de Neuchâtel a été également très réconfortante. Après la conférence, une conversation amicale et une discussion affectueuse avec notre vieil ami Camille Brandt ont, je crois, gagné la section à la cause du P.S.A. Depreux, d'ailleurs, m'a écrit sa satisfaction de ces réunions.

Je vous prie de dire à nos camarades notre gratitude et notre fidèle souvenir.

Encore un effort pour le P. S. U.

Nous n'avons pas encore tout à fait atteint l'objectif que nous visions. En songeant que certains de nos adversaires ont disposé d'autant d'anciens milliards que nous d'anciens millions, nous n'hésitons pas à vous demander un effort supplémentaire, en vous rappelant le numéro de compte chèque postal de Louise Lemée, 81, rue Mademoiselle, Paris-15°, C.C.P. 4641-25.

D'avance merci.

Edouard DEPREUX.

Jean ARTHUYS.

Réunions intérieures au parti

Judi 13 janvier : Strasbourg (étudiants), Marc Heurgon et Jean-Claude Gillet. — Dijon (étudiants), Serge Mallet.

Vendredi 14 janvier : Nancy (étudiants) Jean-Claude Gillet.

Vendredi 14 et samedi 15 janvier : Grenoble, Serge Mallet.

Dimanche 16 janvier : Clermont-Ferrand (étudiants), Jean Tercé.

Judi 20 janvier : Toulouse, Marc Heurgon et Yves Tavernier.

Nécrologie

Notre excellent camarade Louis Testard, doyen de la section de Sceaux, vient de mourir à l'âge de 88 ans, après avoir mené une vie exemplaire de militant socialiste, dans toute la force du terme.

A son fils et à sa belle-fille, 9 bis, rue Elie-Le Gallais, à Bourg-la-Reine, nous exprimons nos sentiments d'affectueuse sympathie, en les assurant que tous ceux qui ont connu Louis Testard gardent de lui le meilleur souvenir.

LA LIBRAIRIE PILOTE
22, rue de Grenelle
Paris 7^e (LIT 63 79)
vous offre

ŒUVRES COMPLÈTES
D'ALBERT CAMUS
en 2 volumes de la célèbre collection
LA PLÉIADE

TOME I Théâtre Récits et Nouvelles TOME II Essais

« La Pléiade » marque un progrès sur les autres collections comparable à celui du microsillon et une économie de place et d'argent analogue. L'emploi d'un papier « bible » extrêmement mince, inaltérable et opaque lui a en effet permis de réunir en un seul volume relié cuir, dos orné or véritable, des textes jusqu'alors publiés en 6 à 10 volumes sur papier ordinaire, comme un seul disque 33 t. remplace plusieurs 78 tours. Et pour apprécier le soin apporté au choix des ouvrages et à l'établissement des textes, il suffira de rappeler que la Pléiade est publiée par les éditions GALLIMARD, qui ont révélé la plupart des classiques du XX^e siècle.

C'est d'ailleurs la seule collection où ces classiques : Claudel, Gide, Proust, Saint Exupéry, etc... figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ainsi la Pléiade est en même temps la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse. Elle groupe actuellement 220 auteurs et comporte 1450 titres en 183 volumes.

Voici aujourd'hui les œuvres complètes d'un de nos maîtres à penser, le grand écrivain prématurément disparu, Prix Nobel de Littérature : ALBERT CAMUS. La Pléiade a réussi le tour de force de réunir en 2 luxueux volumes totalisant 4104 pages (chaque vol. relié pleine peau : 52,45 F) les 20 ouvrages qu'il a publiés, ouvrages dont le prix total, dans l'édition ordinaire, est très supérieur à celui de l'édition Pléiade.

Hâtez-vous de les commander à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris ou de lui demander (si ce sont d'autres auteurs qui vous intéressent) une documentation complète, ainsi que les conditions exceptionnelles de crédit qu'elle peut encore, momentanément, vous consentir pour l'achat de plusieurs autres volumes de cette collection unique au monde.

BON

à envoyer à la LIBRAIRIE PILOTE 22, rue de Grenelle Paris 7^e

✓ Veuillez m'adresser franco Œuvres Complètes d'ALBERT CAMUS (104,90 F)

□ le Tome I seul : 52,45 F □ le tome II seul : 52,45 F. Je règle ci-joint par

□ chèque □ chèque postal à votre compte PARIS 13905.31 □ mandat.

□ Je réglerai contre remboursement.

□ Veuillez m'envoyer seulement une documentation gratuite sur la Pléiade.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____

Signature :

T.S. 1

BILAN D'UNE ANNÉE

L'ANNEE 1965 présente, sur le plan économique, un seul caractère important : après la phase de stagnation et même de courte récession organisée par le plan de stabilisation, la production a redémarré. Le gouvernement n'y est pour rien dans la mesure où il ne l'a pas cherché, mais il y est pour beaucoup dans la mesure où il avait été capable de faire une prévision exacte au terme de laquelle il avait conclu que la reprise de l'activité économique était immanquable même sans qu'il consente, pour cela, l'ombre d'un sacrifice fiscal ou budgétaire.

Du point de vue de l'analyse socialiste de l'économie, cela signifie pour nous :

1°) Qu'il existe des techniques de prévision économique suffisamment rigoureuses pour décrire l'avenir proche avec un degré raisonnable de certitude et que, par conséquent, le P.S.U. aurait le plus vif intérêt à les connaître et à les maîtriser pour organiser son action politique et son action auprès des milieux syndicaux en fonction de perspectives précises à court comme à moyen terme.

2°) Cela veut dire aussi que, lorsque des désordres ou des contradictions se sont fait jour dans son fonctionnement, le capitalisme est maintenant capable d'y porter remède au prix d'un simple ralentissement passager du développement économique général, mais sans se trouver le moins du monde condamné à des crises aussi profondes qu'avant la dernière guerre mondiale.

A cette époque, en effet, toute crise se traduisait par une diminution de la production d'environ 5 à 10 p. 100 et un débâchage d'au moins autant, sinon davantage, de travailleurs.

En face de ces anciens phénomènes, nous trouvons en 1964-1965 un ralentissement passager qui a simplement comporté une stabilisation de la production industrielle pendant une quinzaine de mois et une augmentation du chômage qui, pour être sensible, n'en est pas moins beaucoup plus faible qu'au cours des crises de l'avant-guerre.

De manière précise, cela signifie que les difficultés économiques du capitalisme ne se traduisent plus par des accidents économiques d'une ampleur telle qu'elles appellent inévitablement les travailleurs à se battre dans la rue contre un système qui ne leur paraît pas dangereusement oppressif.

**

Le déroulement de l'activité économique en 1965 tel qu'il résulte de la politique gouvernementale ne nous amène pas seulement à en tirer pour l'action du socialisme des leçons négatives. De manière très précise, l'orientation donnée à l'économie française et qui semble devoir survivre au ministre des Finances qui l'a le premier appliquée, va faire naître des problèmes de plus en plus difficiles. Dans la mesure même où le capitalisme est capable d'une croissance à peu près ininterrompue, il appelle de moins en moins contre lui l'hostilité combative des travailleurs. Cependant, l'avenir ne s'en présente pas moins pour eux sous un jour assez sombre. En effet, toute la politique « giscardienne » — qui est en fait imposée par le général de Gaulle lui-même — consiste, à l'époque où tous les pays d'Occident font le contraire, à limiter l'intervention de l'Etat sur l'Economie et à laisser une place croissante à la décision du patronat. Comme signes de cette politique on peut

noter la puissance avec laquelle le régime revigore de vieux mythes dont il se fait des carcans, désireux d'obtenir par là l'approbation du patronat : le retour à l'égalon or dans les paiements internationaux, la neutralité du Trésor public en matière monétaire, ce qui garantit aux banques privées une place croissante dans la collecte de l'épargne, et par conséquent une

par Georges SERVET

part croissante de profits à faire ; enfin le dogme de l'équilibre budgétaire qui garantit que les impôts n'augmenteront pas trop vite, mais qui organise l'insuffisance dramatique des Services publics et notamment de l'Education nationale.

Cette politique entraîne des conséquences de trois ordres : elle va avoir des résultats sensibles sur l'activité économique nationale dès 1966 ; elle se caractérise, d'autre part, comme une politique de classe particulièrement nette ; elle comporte enfin des menaces particulièrement graves pour l'avenir national dans son ensemble.

En ce qui concerne tout d'abord les perspectives immédiates, il faut, pour les analyser, bien comprendre le mécanisme de la reprise en 1965. Le plan de stabilisation de septembre 1963 a consisté à freiner le développement de l'économie française dans son ensemble, mais à le faire doucement. En ralentissant l'augmentation des dépenses budgétaires, on agit à échéance de dix-huit mois ; en limitant le crédit, on diminue les possibilités d'investissements des entreprises, ce qui n'est réellement sensible qu'un an après. Une seule action a des effets plus rapides, celle qui consiste à refuser les augmentations de salaires dans le secteur public. Au total, c'est seulement au milieu de l'année 1964 que les résultats de ces mesures se sont effectivement traduits par l'arrêt de la croissance. De plus, le patronat n'a pas cru que le gouvernement oserait maintenir le blocage des prix. Il a donc été moins dur que l'Etat sur les salaires pendant toute la première moitié de 1964. Il a ensuite été quelque peu étonné par le blocage des prix et s'est trouvé à ce même moment surpris de l'importance du fléchissement des commandes publiques. En général les cadences avaient été maintenues à un niveau de production supérieur à ce que les revenus, comprimés par la politique gouvernementale, permettaient de vendre. Déjà résulte, à la fin de 1964, un très important mouvement de stockage, et au début de 1965, une réduction de l'activité destinée à éponger ces stocks.

Mais la masse des revenus, pour augmenter nettement moins vite qu'avant, n'en continuait pas moins à progresser lentement. Aussi un moment est venu, à la fin du printemps, où la demande de produits et de services s'est trouvée supérieure à la production. Le rythme d'activité s'est alors accéléré, et quand la reprise s'est confirmée, à l'automne, on a même jugé nécessaire de reconstituer les stocks, ce rattrapage, après la récession du début de l'année, explique la rapidité de la reprise.

La politique budgétaire n'a pas changé pour autant, et une fois le rattrapage terminé, l'augmentation régulière des revenus restera aussi lente qu'en 1965, 6 à 7 p. 100 l'an en moyenne, dont environ 2 à 3 p. 100 de prix. Cela signifie que les besoins en biens de services en 1966 n'augmenteront pas très vite et que le rythme de

développement industriel sera, en 1966, inférieur à ce qu'il était depuis le printemps.

Il ne faut donc pas se laisser impressionner par les résultats apparents et purement momentanés des secousses données par le régime à l'économie.

**

Il s'agit là, d'autre part, d'une politique socialement scandaleuse. En effet, toute la phase de stagnation 1964-65 a été essentiellement encaissée par les travailleurs dont les horaires et les salaires ont été réduits, et qui ont été parfois licenciés.

L'embauche est surtout devenue plus difficile pour les femmes et les jeunes, le patronat ne s'intéressant qu'à conserver la main-d'œuvre de haute qualification.

En outre, le blocage des prix et la pression sur les salaires ont amené le patronat à se durcir devant les revendications. Mais pour s'attacher la fidélité de ses cadres il n'a pas hésité à compenser l'absence de hausse générale des salaires par une très grande extension des promotions personnelles. Le résultat est, dans l'année 1965, une aggravation encore plus sensible que les années précédentes de l'injustice dans la hiérarchie des rémunérations.

Enfin, dans la mesure où cette politique aboutit à un développement économique lent en 1966, on a, pour l'année prochaine, la certitude que le sous-emploi va augmenter.

Les aspects sociaux de cette politique de classe ne se limitent pas aux salaires et à l'emploi. La seule chose qui a bien marché en 1965 — il n'en sera pas de même en 1966 — est le bâtiment. Mais c'est là le résultat d'une politique de logement de luxe, qui ne concerne en rien les revenus moyens ou faibles, dont les titulaires n'ont encore aucun espoir de voir leur situation s'améliorer prochainement en matière de logement.

**

C'est pourtant par ses conséquences à long terme que la politique du régime, telle qu'elle a été appliquée en 1965, est la plus critiquable.

En refusant d'admettre que les besoins collectifs, écoles, hôpitaux, laboratoires, routes, équipements divers augmentent beaucoup plus vite que les besoins de consommation individuelle, le régime se permet effectivement une politique fiscale favorable au patronat et un équilibre budgétaire superflu, mais il aggrave de manière brutale et rapidement sensible l'impossibilité où seront les Français d'offrir une éducation décente à leurs enfants. Au train où vont les choses c'est même l'avenir de l'économie française qui peut se trouver contrarié par l'insuffisance de la recherche, de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'investissement.

**

Cette situation où aucun danger très grave n'apparaît menaçant à court terme, mais où l'avenir lointain est délibérément compromis, doit amener les forces socialistes à réviser leur conception de la revendication et de la lutte.

La critique quantitative des insuffisances du capitalisme ne suffit plus. C'est en fonction d'une conception de la société à faire qu'il faut maintenant mener toutes les luttes. La politique du contre-plan n'a pas d'autre signification.

GOUVERNEMENT

Une belle crise ministérielle

Edgar Faure arrivant de Tunis par avion est, sur sa demande, kidnappé sur l'aérodrome alors que la Caravelle, arrêtée en bout de piste, attendait la voiture salvatrice, destinée à soustraire le commis voyageur du général aux questions embarrassantes des journalistes.

Grandes et petites manœuvres

Raymond Mondon, le député-maire de Metz, membre influent des indépendants, giscardiens, n'accepte pas le portefeuille qui lui est offert sous l'autorisation du « patron » de son groupe, le séminant Valéry Giscard d'Estaing.

Raymond Marcellin, lui, qui trône depuis plusieurs années à la Santé Publique, membre des républicains-indépendants, tout comme l'est Mondon, se révèle moins « loyal » que son collègue et accepte volontiers de demeurer dans le gouvernement même sans l'accord de Giscard.

Louis Vallon, théoricien des gaullistes de gauche, Albin Chalandon, ancien secrétaire général de l'U.N.R., ne manquent pas une occasion, aussi bien venue qu'un remaniement ministériel, pour mettre en cause, notamment par les articles publiés dans « Le Monde », la politique économique de Giscard d'Estaing bien que

Les pauvres gaullistes de gauche

Après avoir contesté la politique économique du gouvernement Pompidou, obtenu la « tête » de Giscard, ramené « l'amer » Michel Debré, les U.D.T. de service espéraient avoir droit aux récompenses.

Leur état-major attendait la reconnaissance, ils eurent l'ingratitude.

Capitant, Léo Hamon, Louis Vallon étaient presque sûrs d'en être.

Ils avaient oublié seulement que leur grade militaire n'en faisaient que des pékins.

Et c'est le général Billotte qui leur a été préféré. Bien plus parce que général que parce que U.D.T. Avec lui, au moins, pas de problème, il connaît le « garde-à-vous », signe particulier de tout ministre du gaullisme.

Georges Pompidou se soit publiquement solidarisé avec son ministre des Finances durant la campagne électorale.

Une place pour Debré, S.V.P.

Les attaques de l'U.N.R.-U.D.T. contre Giscard ne sont pas nouvelles mais le ballottage inattendu du général décuple l'ardeur des « godillots » qui sentent avoir trouvé enfin un responsable à leur semi-victoire.

« Puisqu'un sacrifié fait toujours plaisir lorsqu'une foule manifeste son mécontentement, immolons donc Giscard », clament les U.N.R.-U.D.T., subitement unanimes.

Tout cela pour permettre la réintégration dans le gouvernement de Michel Debré, autrefois congédié par le général mais dont l'ardeur à l'étude tranche manifestement avec la lymphatique facilité de son successeur.

La rondeur paysanne de l'un étant complémentaire de la sévérité administrative de l'autre, un transfert de mission se révèle nécessaire, pense le général qui vient, quand même, d'avoir quelques inquiétudes pour sa pérennité.

Si Debré fait sa rentrée à la tête d'un ministère économique on suppose que ce planificateur jacobin va donner un coup d'arrêt au laisser-aller actuel et, par conséquent, insuffler un nouvel élan à l'économie nationale qui stagne dangereusement face aux progrès de nos voisins européens.

L'offensive anti-Giscard continue

Mais Debré ne peut assurer une effective relance économique que s'il dispose d'une autorité suffisante pour que sa politique ne soit pas freinée par le ministre des Finances, par exemple ; il lui faut également soustraire les « affaires économiques » aux attributions actuelles de Giscard, et puis, enfin, l'ancien Premier ministre ne peut accepter de revenir comme simple membre du gouvernement ; il lui faut une position parti-

culière d'autant qu'il n'est pas question, pour le général, de se séparer de Pompidou.

Alors ?

Eh bien ! la solution la meilleure étant que Giscard renonce à une partie de ses attributions en admettant, de plus, que son activité soit subordonnée à l'autorité de Debré, on va s'employer à le convaincre ; la cavalerie des politico-économistes de l'U.N.R.-U.D.T. sachant tenir une plume est mobilisée pour tracer les grandes lignes de la politique économique qu'il conviendra de suivre désormais.

Si Valéry Giscard d'Estaing avait quelque ressemblance avec Robert Lacoste, il aurait commenté sans fard les manœuvres entreprises contre sa personne et aurait prononcé, sur ces méthodes, des paroles définitives !...

Mais Giscard, lui, se contente de répéter qu'il n'a jamais eu la vocation d'être un simple caissier, voire même un petit comptable et que le super-ministère promis à Debré conduit inévitablement l'actuel ministre des Finances à reprendre sa liberté... Qu'il s'en aille, dira-t-on, puisqu'un remplaçant est tout désigné pour assumer ses fonctions...

Oui, mais voilà, la position de Giscard est très forte même si la politique qu'il a fait adopter est très faible. Sans l'apport des 55 voix des amis de Giscard d'Estaing (des républicains - indépendants), l'U.N.R.-U.D.T. n'a pas la majorité à l'Assemblée Nationale, aussi est-il difficile de changer une orientation politique quand on ne peut se risquer à mécontenter des alliés sans qui on ne peut gouverner.

La curée

Puisque le général est disposé, dit-on, à donner au nouveau septennat une allure dynamique ; puisque l'on ne peut pas faire du kennedysme avec un de Gaulle ; puisque la succession, pour être assurée, sans trop de heurts, suppose un style nouveau, il s'agit d'éliminer rapidement tout ce qui a contribué, peu ou prou, à donner une mauvaise image de la République nouvelle.

La politique économique du gaullisme ayant fait l'unanimité contre elle, il convient d'effacer du tableau le symbole même de cette politique malheureuse ; on congédie donc Giscard tout en offrant à d'autres parlementaires de son groupe des portefeuilles, ce qui est alléchant — en sept ans, on a le temps de voir ? et propice à faire vaciller la solidarité avec Giscard. C'est ainsi qu'on vit participer au défilé des ministrables Jean de Broglie, un sortant, mais aussi MM. Boscary-Monsservin, Chamant, Bettencourt, tous anciens ministres de la IV^e République.

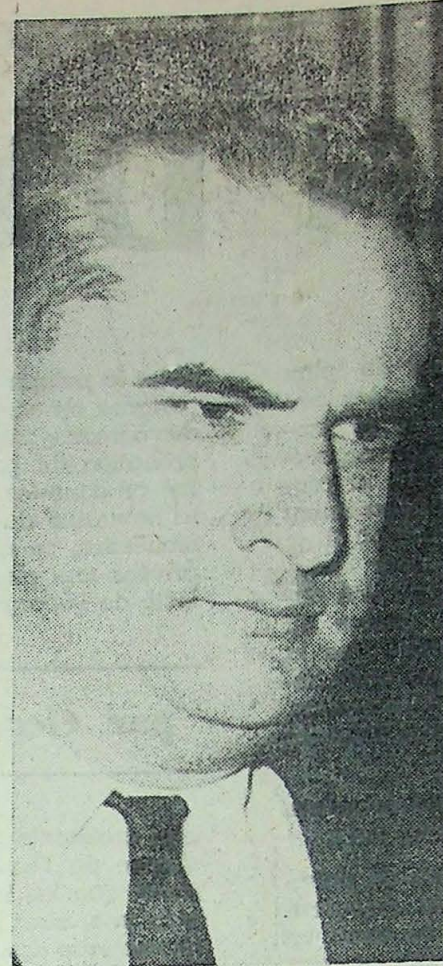
Bien entendu, selon la formule consacrée, le sortant s'engage à faire pression sur ses amis pour que la participation des républicains indépendants demeure effective et dans le gouvernement et avec l'U.N.R.-U.D.T. au Parlement.

Toutefois Giscard n'a pas manqué de faire remarquer que son éviction, fort cavalière au demeurant, puisque son poste était déjà promis avant qu'on l'en informât, signifiait le désaveu d'une politique économique menée jusque-là en accord avec le chef de l'Etat.

La menace est à peine déguisée et on peut prévoir, à terme, que l'appui des indépendants soit remis en cause ; ce qui conduira le Pouvoir à rechercher quelques soutiens ailleurs. Il est vrai que 24 députés dépublicains indépendants avaient été élus avec la complicité de l'U.N.R.-U.D.T. qui n'avait pas opposé de candidats d'obédience gaulliste, mais cette épée de Damoclès n'effraiera sans doute pas les parlementaires giscardiens qui jouissent, en général, d'une forte position personnelle dans leurs circonscriptions.

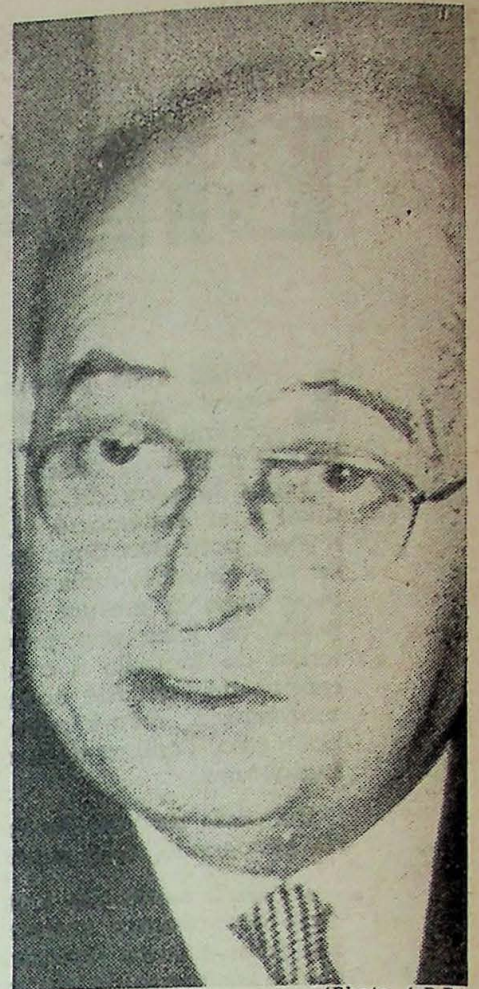
La renaissance de la IV^e République

Malgré la grande discrétion imposée, malgré le mutisme observé par les participants — et ils sont nombreux — lors des consultations de l'Elysée et de Matignon, ces allées et venues souvent pittoresques par la satisfaction des uns et la réprobation des autres, ont fait revivre l'atmo-



(Photo A.D.P.)

Fouchet : l'exemple de la stabilité.



(Photo A.D.P.)

Louis Vallon : ah ! s'il était général.

sphère de la IV^e République. Elle prend une inquiétante revanche par la promotion de trois de ses anciens dignitaires : Edgar Faure, Pierre Billotte, André Bettencourt.

S'il n'était l'ambiance de secret, imposé par de Gaulle, la difficile constitution du cabinet, avec ses savants dosages où l'arithmétique tient plus de place que les choix politiques, ressemblerait fort aux marchandages du régime précédent.

Il est vrai qu'alors le chef du gouvernement n'était que pressenti ; aujourd'hui, il est désigné.

Son programme politique n'a donc aucune importance.

Préfacer la succession

Tous les observateurs sont aujourd'hui conscients que le « coup » du 5 décembre est un sérieux échec. Chacun sent confusément — et les hommes du Pouvoir également — que la partie qui s'engage est décisive et ne permet plus aucune erreur. Aussi après le vent de défaite qui souffla dans la nuit du 5 au 6 décembre, les gaullistes sont-ils devenus des affamés de réformes.

Remercier Peyrefitte et souhaiter la collaboration du « compagnon de route » d'Astier de la Vigerie à l'O.R. T.F. aurait été une amélioration mais non une réforme ; déclarer à l'encan que le ministre de l'Information serait supprimé et le remplacer par un secrétaire d'Etat n'est même plus une amélioration mais une plaisanterie.

Appeler Debré à la tête d'un super-ministère et conserver un Premier ministre, théoriquement chef du gouvernement, n'est pas non plus une réforme mais une confusion supplémentaire, à moins que... à moins que Pompidou ne soit destiné, désormais, non plus à gouverner mais à arbitrer entre les grands ministères.

Exerçant ainsi un rôle normale-ment dévolu au Président de la République, ce dernier se réserverait la

mission de tracer les grandes orientations et demeurerait le suprême recours.

Ce rôle de « conscience » de la France lui permettrait de s'éloigner peu à peu de l'arène politique sans risquer de voir ternir son image historique.

Une loi institutionnelle ne nécessitant pas une réforme constitutionnelle, confirmerait un jour Pompidou comme « délégué » de la Présidence de la République. On peut discuter sur le titre, mais la fonction serait effective ; c'est, du moins, ce qu'on chuchote dans certains milieux proches de l'Elysée. A la succession, d'autres y pensent et en particulier Edgar Faure qui a répondu lorsqu'on lui suggéra d'entrer dans le ministère, lui, le technicien des finances : — A l'agriculture, pourquoi pas ?

Voici maintenant l'habile Edgar à la tête d'un ministère concernant une population qui est loin d'avoir pour le gaullisme des sentiments d'attachement indéfectibles. Succédant à Pisani qui, rappelons-le, n'était pas membre de l'U.N.R.-U.D.T., le radical Edgar Faure, en bon centriste, a bien compris qu'il fallait récupérer les voix des paysans ; elles n'auraient jamais dû abandonner le candidat de l'ordre et de la stabilité ; avec l'apport de ces voix, l'élection du Président est mieux assurée.

Et Faure songe bien à s'attacher ces voix, lui, l'homme du centre, de la modération.

Comment expliquer autrement qu'un ancien chef de gouvernement accepte le ministère de l'Agriculture dont il sait bien, lui, que par tradition, l'agriculture n'a jamais été considérée comme un poste de premier plan.

Alors ?

Alors Edgar Faure a choisi, pour la succession, d'occuper le vrai terrain du centre, faisant le pari que Jean Lecanuet sera inévitablement déporté vers la droite.

Gérard Constant.

Debré remplace Giscard : c'est la technocratie autoritaire et non l'ouverture à gauche

Après une bataille meurtrière, tout officier rassemble ses troupes décimées pour affronter l'adversaire dans les nouveaux combats. C'est ce que vient de faire le général de Gaulle.

L'éviction de Giscard d'Estaing a pu donner l'illusion d'une « ouverture à gauche ». En réalité, le Président de la République, réduit à compter sur les seuls gaullistes, évince les « tièdes » ou les « politiciens » qui pourraient constituer les points faibles de son front de bataille.

Face à l'électorat, la « famille gaulliste » entend faire face, tous

frères rassemblés. Ce qui explique du même coup le retour de Debré au gouvernement : l'amer Michel, ligoté par le Pouvoir, ne pourra, espère de Gaulle, mener des opérations de l'extérieur contre Pompidou.

Debré : le dirigisme au service de la réaction

Mais comment qualifier l'opération d'« ouverture à gauche » ? Debré est certes plus dirigiste que Giscard, imbu qu'il est du rôle jacobin de

l'Etat. Mais son action passée comme ses écrits récents ont clairement montré que la tâche qu'il assigne à l'Etat n'a que peu à voir avec celle que la gauche lui assigne. Jugez vous-même ce que demande Michel Debré à l'Etat :

● **limiter les salaires** : n'est-ce pas Debré qui inventa la « politique des revenus » en envoyant sa fameuse lettre au patronat, demandant à Villiers de limiter à 4 p. 100 par an la hausse des salaires, exemple dont Pompidou et Massé se sont ensuite inspirés ?

● **refuser la réduction de la durée du travail** et imposer, au contraire, un recul de l'âge de la retraite.

● **créer parfois des entreprises publiques** (ou semi-publiques) mais pour les céder au secteur privé, une fois les investissements essentiels faits par l'Etat sur le dos des contribuables.

● **refuser la municipalisation du sol** : les seules mesures prises sous le « règne » de Debré contre la spéculation foncière ont abouti, on le sait, à... faire monter (par des taxes) le prix des terrains.

● **refuser le présalaire étudiant** : Debré préconise à la place une formule mixte obligeant les étudiants à avoir un emploi salarié à mi-temps.

● **encourager l'épargne**, formule hypocrite qui sert depuis 150 ans à subventionner les capitalistes aux frais de la nation.

● **refuser toute participation ouvrière à la gestion** : Debré explique que ce serait là du communisme, les travailleurs ayant tout juste droit, selon lui, à un petit « boni » sous forme d'association capital-travail, et pouvant d'ailleurs acheter des actions de la société dans laquelle ils travaillent !

On pourrait continuer longtemps de la sorte. Mais les lecteurs de « T. S. » sont trop familiarisés avec la mystification gaulliste pour qu'il soit besoin d'explications détaillées sur la « politique sociale » de Debré. Au demeurant, il suffit d'entendre les imprécations des soi-disant « gaullistes de gauche » contre l'amer Michel pour comprendre qu'au sein du clan gaulliste le remplacement de Giscard d'Estaing par Debré n'est pas tenu pour une « ouverture à gauche ».

C'est bien plutôt un renforcement de la technocratie autoritaire, caractéristique de la V^e République, qui s'annonce. Avec peut-être, de temps à autre, une petite mesure « sociale » ; mais dont le but sera de mieux faire passer l'autoritarisme de droite qui constitue la marque fondamentale du gaullisme.

Giscard, bouc émissaire

Ces remarques permettent de mieux comprendre pourquoi Giscard d'Estaing a été piétiné ces dernières semaines par les gaullistes, avant d'être évincé par le général :

1 Il fallait d'abord un bouc émissaire à immoler pour apaiser le salariat mécontent. On a choisi « le plus jeune » comme dit la chanson du « Petit Navire », celui qui était aussi le plus impopulaire (les sondages d'opinion l'avaient montré). Giscard liquidé (avec quelques fleurs seulement, adressées par de Gaulle), les gaullistes vont essayer de se faire une réputation d'hommes sociaux d'ici les législatives. Ils auront fort à faire !

2 Précisément, comme ils n'ont guère la possibilité de passer des discours aux actes — cela coûterait plus d'argent que n'en prévoit le budget et obligerait à réviser le V^e Plan — les gaullistes multiplient les discours anti-Giscard, pour se faire croire beaucoup moins réactionnaires qu'ils ne sont.

Ainsi s'explique la véritable pluie de sarcasmes déversée plus ou moins publiquement contre Giscard et son plan de stabilisation. Comme si, depuis 27 mois, les gaullistes n'avaient pas tout voté et défendu ce plan ! Maintenant que l'affaire a mal tourné électoralement, ils renient ce qu'ils ont adoré et tentent de faire oublier leurs votes.

Chalandon emporté par la rogne

3 Emporté par leur élan dénonciateur, certains gaullistes vont même beaucoup plus loin que ne le souhaiteraient les autres. Tel Albin Chalandon, ancien secrétaire général de l'U.N.R., et grand commis des magasins « Inno-France » qui, dans un article publié par « Le Monde » bazarde allégrement la politique des dernières années, pour mieux liquider Giscard. « La machine économique est bloquée », écrit-il. Mais la faute à qui,

M. Chalandon ? « Le profit est menacé par le blocage des prix à la production et jugé insuffisant par les patrons, qui n'ont plus guère confiance, ajoute en substance Chalandon. Et l'on est menacé de voir le chômage se réduire et les salaires reprendre leur hausse !... Le Pouvoir s'est contenté d'accumuler de l'or et de défendre le franc, au lieu de stimuler l'expansion et l'investissement ; de plus, il décourage les capitaux étrangers de s'investir en France. Enfin, critique majeure, le Pouvoir tombe dans l'arbitraire, subventionne qui il veut, manipule la fiscalité, sans respecter les saintes libertés économiques »...

Tout cela n'est pas complètement faux. Mais Chalandon critique si fort que l'U.N.R. craint de voir les colonnes du Temple ébranlées. Aussi le quotidien du parti gaulliste a-t-il cru devoir consacrer un éditorial à répondre à Chalandon : mais non, ça ne va pas si mal ; les investissements américains peuvent quand même entrer ; un « coup de barre » va être donné pour stimuler l'expansion ; la politique des revenus se mettra en place ; et puis, pourquoi M. Chalandon plaide-t-il si fort la cause du patronat ?...



« N'a pas fini le parcours... »

Comme on voit, même lorsqu'elle se serre les coudes devant le danger, la famille gaulliste n'est pas tellement unie !... Sa cohésion n'est d'ailleurs pas notre affaire.

Le temps des contradictions

Ce qui est clair, c'est que l'U.N.R. se trouve présentement placée entre deux voies ; dénoncer Giscard et l'accuser de tous les péchés de la terre — comme si depuis sept ans les gaullistes n'avaient pas voté tout ce que Giscard a proposé ! — ne suffit plus. Il faut que l'U.N.R. choisisse entre : — de nouvelles faveurs à la droite dans le genre des mesures fiscales prises depuis trois ans, en vue de remporter le « plébiscite du capital » et des épargnants ; mais c'en est totalement fini des vellétés sociales de Debré.

— ou bien quelques réformes (pas trop coûteuses) en vue de rallier une partie de l'électorat centriste ou de gauche ; mais alors la droite non gaulliste restera cabrée, voire grossie par d'autres conservateurs.

Au-delà des imprécations contre Giscard, l'U.N.R. amorce un passage difficile. L'objectif est bien de placer Pompidou sur orbite présidentielle (au bénéfice d'un référendum instituant un vice-président, par exemple) avec Debré comme Premier ministre.

Encore faut-il que les électeurs veuillent. La gauche doit exploiter au mieux le « temps des contradictions du gaullisme ».

Jean Todure.

SYNDICATS

Un tournant

On en parlait depuis quelque temps, mais il semble que le remaniement ministériel en ait précipité la sortie.

Une ultime réunion groupant pour la C.F.D.T. MM. Bonety, Descamps Jeune, Mothenet et Martin et pour la C.G.T., M. Berthelot, Duhamel, Mauvais et Leguy a permis la signature d'un texte commun.

Les deux centrales réalisent ainsi au sommet le premier accord portant sur un programme d'action commune.

Le fait est important. Il y avait, certes, bien des divergences entre les deux protagonistes, mais la campagne d'unité des précédentes élections présidentielles n'est pas étrangère à leur dépassement. Il est nettement apparu que la simple définition des options ne satisfaisait pas les travailleurs et qu'ils attendaient plus de précision dans les propositions.

C'est ce que les orateurs du P.S.U. n'ont cessé de défendre dans leurs nombreux meetings.

C'est souvent ce qui semblait gêner les orateurs du Parti communiste et de la S.F.I.O.

Et pourtant, le P.S.U. avait raison en demandant que l'établissement d'un programme commun demeure la première tâche des forces socialistes après la campagne électorale.

C'est pourquoi, la remise en discussion du « contre-plan », son actualisation, ont été mises à l'ordre du jour des travaux du parti.

Nous considérons donc comme positif l'accord C.G.T.-C.F.D.T. Il est bien plus qu'un accord tactique sur la base d'un catalogue revendicatif. Il établit les bases d'une politique économique et sociale. Après le contre-plan de notre parti, il est la seconde proposition sincère d'un programme opposé au gaullisme.

Nous analyserons son contenu dans notre prochain numéro et nous en tirerons les conclusions sur le plan politique et sur le plan social.

Dès maintenant, nous pouvons regretter que le syndicat Force Ouvrière reste enfermé dans son attitude autonome. Nous espérons que tout n'est pas fini et que des conversations pourront avoir lieu ces prochaines semaines. Bien des syndicalistes de Force Ouvrière le souhaitent.

Les quatre propositions formulées dans l'accord sont les suivantes :

Les « objectifs de lutte » communs

Le communiqué commun annonce que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont constaté leur accord sur les objectifs de lutte ci-après :

● **AMELIORATION DU POUVOIR D'ACHAT, DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL :**

» Négociation des salaires réels et des conditions de travail, notamment de la réduction de la durée du travail dans tous les secteurs : public, nationalisé et privé ;

» Suppression des abattements de zone et action contre les disparités régionales de salaires ;

» Amélioration du pouvoir d'achat des catégories défavorisées (travailleurs au S.M.I.G., familles, personnes âgées, invalides, etc.) ;

» Indemnisation contractuelle du chômage partiel ;

» Défense et amélioration de la Sécurité sociale et des régimes de retraites complémentaires.

● **DEFENSE ET EXTENSION DES DROITS SYNDICAUX DANS LES ENTREPRISES** (immunité syndicale des délégués, droit de réunion, d'affichage, de collectage des cotisations et de diffusion de la presse syndicale).

● **REDUCTION DES DEPENSES IMPRODUCTIVES** en vue de l'accroissement des investissements publics répondant aux besoins de logement, d'instruction et de santé de la nation.

● **GARANTIE DU DROIT A L'EMPLOI** par l'implantation d'industries nouvelles avec financement et responsabilité publics.

● **REFONTE DE LA FISCALITE**, devant notamment se traduire par l'allègement de la charge fiscale pesant sur les bas revenus, une progressivité de l'impôt liée à la fois au niveau et à la nature des revenus, des possibilités réelles statutaires contre la fraude.

La C.G.T. et la C.F.D.T. assurent de leurs soutien leurs fédérations du secteur nationalisé qui considèrent que les procédures Toutée-Grégoire ne sont qu'une caricature de véritables négociations portant atteinte aux règles statutaires et accords antérieurs. »

VANNES

Quarante-cinq licenciements

Inquiétude justifiée chez les travailleurs de l'Etat à l'arsenal de Vannes. A la suite d'une réduction du plan de charge, le ministère des Armées annonçait, le 22 décembre dernier, quarante-cinq licenciements autoritaires au cours du premier trimestre 1966. Notons, en passant, cette date du 22 décembre : trois jours après le second tour, trois jours avant les fêtes de Noël. Le genre de bonnes nouvelles qui vous mettent en condition pour passer un joyeux réveillon.

Ramené déjà de 290 à 200 ouvriers, l'effectif est donc menacé d'être réduit encore d'un quart. Les motifs invoqués par les autorités n'ont pas convaincu les travailleurs de l'arsenal. Dans la motion qui a été remise au préfet, le mercredi 7, les responsables des syndicats C.G.T., C.F.D.T., « rappellent que le 19 novembre 1965, le ministre des Armées avait assuré à une délégation intersyndicale qu'il n'y aurait aucun licenciement autoritaire dans les établissements de l'Etat en 1966.

« Considèrent que le ministre des Armées, seul responsable du plan de charge de l'arsenal de Vannes, est à même de prendre des mesures pour assurer le plein emploi dans cet établissement ;

« Estiment qu'au lieu de faire effectuer certains travaux militaires

par des entreprises privées, il serait normal de confier ces travaux aux établissements de l'Etat ;

« Déplorent que ces licenciements vont aggraver la situation de l'emploi dans la région et contribuer à la détérioration du climat social ;

« Exigent que le gouvernement annule sa décision de licenciement et prenne les mesures nécessaires pour assurer le plein emploi à l'arsenal de Vannes. »

Ces quarante-cinq licenciements aggraveraient le malaise déjà existant dans la situation de l'emploi dans la région. Six cents emplois ont été supprimés en six mois dans le département (abattoirs, conserveries, plats préparés...) et des menaces sérieuses pèsent toujours sur les Forges d'Hennebont. La réaction des travailleurs a été énergique. Dans l'unité et avec le soutien des commerçants touchés, eux aussi, par la récession, les syndicats ont riposté.

La C.G.T., l'organisation la plus représentative à l'arsenal n'a pas lésiné. Le dynamique bureau syndical, mené par Roger Doriol, soutenu par Jallou, de l'arsenal de Lorient, de Piriou, de l'Union départementale,

(Suite page 8.)

ENQUÊTE

Le folk song aux Etats-Unis ou la chanson au service de la paix

Ils ont de vingt à vingt-cinq ans. Ils ont les cheveux longs. Ils portent des blue-jeans délavés, des vestes de cuir fatiguées. Ils chantent. Ils sont la conscience de l'Amérique.

Ils ont marché sur Washington pour réclamer les droits civiques. Ils ont marché sur Washington pour réclamer la paix au Vietnam. Au cours de l'été, ils sont descendus dans le Sud pour inciter les Noirs à s'inscrire sur les registres électoraux.

Parce qu'ils chantent la paix, l'amour du prochain sans distinction de couleur, de religions, d'idéologie, on les appelle les « Vietniks » (Vietcong + beatniks), les peaceniks.

Ce sont pourtant leurs chansons reprises dans les marches, sur les campus des universités qui constituent la véritable réponse de milliers et de milliers de jeunes Américains à la politique du président Johnson.

Bob Dylan, Joan Baez, Peter Paul and Mary, Barry Mc Guire ont redonné vie à un genre traditionnel : le folk song ou chanson du peuple.

Le folk song plonge ses racines au cœur même de la civilisation américaine : au cours de la période de conquête, de la marche vers l'Ouest des pionniers naquirent les premières chansons qui, très souvent inspirées de vieilles ballades européennes, vinrent peu à peu constituer ce que l'on appelle aujourd'hui le folklore américain. La construction des chemins de fer donna un nouvel élan et beaucoup de chansons rappellent cette épopée. De nombreuses chansons d'origine noire, des gospels s'ajoutèrent à ce patrimoine.

Les baladins de l'ère industrielle

Et l'on vit apparaître une race nouvelle d'hommes qui, un peu comme les troubadours du Moyen Age, baluchon sur l'épaule, et guitare ou banjo en bandoulière, s'en allèrent de ville en ville, souvent à pied ou parfois, quand l'occasion se présentait, en sautant dans un train de marchandises.

Partageant la dure existence des ouvriers du rail qui « travaillent toute la journée pour pouvoir mettre du sucre dans leur thé », ces baladins de l'ère industrielle composent de

Quelques disques

Mister Bob Dylan : *The times they are a-changin', Ballad of Hollis Brown, With God on our side, etc.* (C.B.S. 30 cm 62251.)

Pete Seeger : *Viva la Quince Brigada, Oh freedom, Il you miss me at the back of the bus.* (C.B.S. 45 t EP 5870.)

Barry Mc Guire : *Eve of destruction.* (R.C.A. 45 t 869000 M.)

Joan Baez : *Songs of the U.S.A.* (Super Majestic B.B.H. 1540.)

En français :

« Bob Dylan », par Hughes Aufray.

nouvelles chansons où ils racontent leurs voyages, décrivent les routes qu'ils ont suivies et évoquent le travail des gens avec qui ils vécurent : poseurs de rails, charpentiers, mineurs.

Leur principale source d'inspiration étant l'actualité, ils sont vite amenés à chanter les grandes luttes syndicales, les grèves, la grande marche vers l'Ouest des misérables qui croyaient y trouver travail et bonheur et ne trouvèrent qu'exploitation et misère.

Bob Dylan et tous les grands chanteurs de folk song actuels sont directement issus de cette tradition. Comme leurs prédécesseurs, ils évoquent leur vie, leurs expériences et l'actualité. Il y a cependant une différence fondamentale : les chanteurs de folk song d'autrefois étaient ignorés du grand public, leurs chansons connues seulement de petits groupes. Aujourd'hui, par le disque, les chansons de Bob Dylan, de Pete Seeger sont connues de millions d'Américains — et sont, par là même, devenues des armes non négligeables au service de la paix : paix raciale, paix sociale, paix internationale.

Contre la guerre

La dénonciation de la guerre est un des thèmes fondamentaux des folk songs. Grâce à des chansons, les jeunes Américains découvrent le fascisme, le nazisme.

Pete Seeger, 46 ans, un des plus célèbres chanteurs populaires (il a enregistré plus de cinquante disques 30 cm et en a vendu des milliers), a récemment enregistré la chanson des brigades internationales qui combattirent aux côtés des républicains espagnols : *Viva la Quince Brigada*. Il chante cette chanson en espagnol, puis en donne la traduction anglaise, car ce qui importe par-dessus tout pour les chanteurs de folk song, c'est le texte :

Espagne, 1937 :
Vive la Quinzième Brigade
Nous avons combattu les Maures
Nous avons combattu les mercenaires
[et les fascistes
]fascisme.
Notre seul désir était de vaincre le
]fascisme.
Mais sur le front de Guadarrama
[nous n'avions
Ni tanks, ni canons, ni avions.

Maintenant nous quittons l'Espagne
Mais nous continuerons à nous battre
[sur d'autres fronts.

Dans une de ses chansons les plus connues, Bob Dylan, 24 ans, dénonce la guerre froide, c'est « Dieu dans notre camp » :

La seconde guerre mondiale
Ne dura que quatre ans
Nous pardonnâmes aux Allemands
Et ils devinrent même nos amis,
Bien qu'ils aient anéanti
Six millions d'hommes dans leurs
]jours.

Les Allemands, eux aussi,
Ont maintenant Dieu dans leur camp.

Je dois à présent haïr les Russés
De tout cœur, de toute âme
Si une autre guerre survient
Ce seront eux mes ennemis
Il faut les détester et les fuir
Se protéger et s'armer
Et accepter tout cela avec courage
Nous avons Dieu dans notre camp.

La guerre au Vietnam a inspiré à Malvina Reynolds ces paroles qui devraient faire réfléchir tous les politiciens responsables :

Notre pays est si faible
Qu'il ne puisse prospérer qu'en hom-
]bardant des villages
Et en brûlant vif des bébés?
La paix n'est pas la trahison, c'est
]la raison

Paix sur la terre a-t-il dit
Et j'y crois encore.

Joan Baez, une jeune métisse mexicaine, dont les chansons sont en tête du hit-parade a refusé de payer la part de ses impôts destinée aux armements. Elle s'est expliquée en ces termes dans la lettre qu'elle a adres-



Pete Seeger : le grand aîné.

sée au Service des impôts des Etats-Unis :

« Je n'ai pas confiance dans la guerre. Je n'ai pas confiance dans les armes de guerre. Les armes et les guerres ont trop souvent brûlé, assassiné, défiguré, mutilé et causé toutes sortes de souffrances aux hommes, aux femmes et aux enfants. Je ne veux pas apporter plus longtemps ma contribution à la course aux armements... »

Le péril atomique

Les chanteurs de folk song ne se contentent pas d'évoquer les monstrueuses guerres du passé ou du présent, ils traduisent aussi l'angoisse qu'ils ressentent devant la perspective d'une guerre atomique.

Barry Mc Guire, dans *A la veille de la destruction*, met en garde ses compatriotes avec fougue, presque avec rage :

L'Orient explose, la violence fait rage
[et les balles sifflent
Tu es assez jeune pour tuer, mais pas
]pour voter
Tu ne crois pas à la guerre, mais que
]fais-tu avec ce fusil?
Que le bouton soit pressé et nul
]n'échappera,
Nul ne survivra, tous nous serons en-
]sevelis.

Seuls les marcheurs de la paix peu-
]vent apporter l'intégration
Quand le respect de la personne hu-
]maine se trouve désintégré.

Pensez à toutes les haines qui cou-
]vent en Chine
Mais regardez aussi ce qui se passe à
]Selma dans l'Alabama.

Bob Dylan, lui, s'adresse en ces termes aux fabricants de bombes :

« J'espère que vous mourrez
et que votre mort viendra vile. »

Contre le racisme

L'autre grand thème des folk songs est la dénonciation du racisme. *Liberté, liberté, plus jamais de ségrégation*, chante Peter Seeger. Et Bob Dylan lui fait écho dans plusieurs chansons : *Oxford town, La Mort de Hattie Carroll*, qui raconte le meurtre gratuit d'une jeune servante noire, et *Rien qu'un pion dans leur jeu* : Les politiciens du Sud affirment aux

]pauvres petits Blancs :
Ne vous plaignez pas. Vous êtes plus
]plus heureux que les Noirs
Vous leur êtes supérieurs, puisque
]vous avez la peau blanche
Et ainsi ils utilisent la haine raciale
C'est assez évident
Pour leur seul profit politique.

Certains penseront peut-être qu'après tout les chansons de Bob Dylan et de ses semblables cela est « une affaire intérieure des Etats-Unis » qui ne nous concerne pas. Ils auraient tort de penser ainsi : cette horrible guerre du Vietnam qui peut précipiter le monde dans l'abîme de la guerre atomique nous concerne. Tout ce qui se fait en Amérique contre cette guerre intéresse tous les démocrates, tous les socialistes.

Et puis une guerre outre-mer avec son cortège de tortures et d'atrocités, le racisme, cela nous rappelle quelque chose à nous qui avons lutté contre la guerre d'Algérie.

Nous aurions aimé que beaucoup de chanteurs français fassent comme leurs homologues américains, qu'ils prennent parti à nos côtés, qu'ils se battent avec des chansons.

Gérard Carreyrou.



Bob Dylan : il ne chante pas pour passer le temps.

RHODÉSIE

Un long forceps

Depuis de nombreuses semaines, la crise rhodésienne connaît un développement dans le sens du durcissement et de la complication. Les éléments principaux du conflit sont clairs et, en théorie, une solution juste et applicable serait concevable ; pourtant, chaque jour qui passe apporte son lot de complexités, de nouvelles contradictions ou démenties, ses mécanismes de chantage, de faux-fuyants, de propositions divergentes, de pressions. Le déroulement de la crise s'aggrave, les difficultés de l'Afrique, ajoutées aux réactions écartelées d'une Grande-Bretagne prise dans l'engrenage, font que l'on tourne autour des solutions au lieu d'y aller directement et de trancher. Ce manège risque de durer longtemps ; il est caractéristique d'une conjoncture mondiale dont l'année 1965 fut bien le troublant symbole. Dans ces conditions, la meilleure approche du problème réside encore dans une mise au point périodique de ses évolutions les plus imprévisibles.

Premières mesures, premiers effets

Juste après le 11 novembre, date à laquelle fut décidée l'indépendance unilatérale, les décisions fragmentaires et tactiques de la Grande-Bretagne, que plusieurs autres pays emboîtaient, devaient provoquer un certain nombre d'effets en Rhodésie même. Ce sont surtout dans un premier temps les interventions financières qui ont marqué et l'on notera avec intérêt la diminution notable des importations décidées par la Rhodésie, qui se combine à une augmentation des impôts et à des risques de chômage de plus en plus affleurants (on parle de 4.000 chômeurs pour mars 1966, sur une population blanche de 200.000 âmes). La monnaie rhodésienne a perdu 30 % de sa valeur sur les marchés internationaux, on applique le rationnement tandis que l'emprise de l'Etat sur la vie économique traduit de plus en plus la réaction d'un pays en voie d'isolement. Il est alors évident que les pseudo-arguments « idéologiques » de Ian Smith sur la formation progressive d'une classe moyenne africaine sont ruinés par avance sous les coups d'une précipitation de plus en plus nette de la crise socio-économique. Il reste cependant que cette détérioration observable quotidiennement demeure partielle et rien n'indique qu'à elle seule, elle puisse amener le gouvernement de Salisbury à céder. Et ce d'autant plus que l'on assiste par ailleurs aux jeux complexes et hésitants de l'Afrique et de la Grande-Bretagne, sinon des grandes puissances.

Pourquoi des militaires britanniques en Zambie ?

Dès l'origine, comme nous l'avions indiqué à l'époque, la diplomatie britannique a voulu accréditer l'idée que l'affaire rhodésienne demeurait d'ordre purement intérieur à la Grande-Bretagne. Thèse habituelle en pareilles circonstances. Pourtant, à partir d'une telle fiction, Londres a dû reculer petit à petit par rapport à une volonté initiale d'intervention restreinte au possible. Ce recul doit être souligné, même s'il est dû à la force des choses. C'est, d'une part, le problème zambien et, d'autre part, la pression d'une Afrique au reste largement divisée et indécise, qui ont conduit la Grande-Bretagne à une évolution vers plus de fermeté. Quoi qu'il en soit, Londres est venu buter sur les contradictions qui découlent de ce que fut l'ancienne « Fédération d'Afrique centrale ». En effet, la Zambie et sa principale tribune, le cuivre, sont étroitement tributaires du grand barrage de Kariba sur le Zambèze à la frontière de la Rhodésie et de la Zambie. Modéré, mais désisté et de la Zambie. Modéré, mais semble-t-il assez réaliste, le président zambien, K. Kaunda, devait inévitablement tenir à la protection de la Zambie centrale. Dans la mesure où Londres contestait « a priori » toute intervention étrangère, il lui fallait bien céder tant soit peu à Kaunda et envoyer des renforts militaires, même si ce fut du bout des lèvres. Cette première concession prit la forme d'une protection aérienne. Mais

Kaunda désirait également de l'infanterie.

Sur un autre plan, cependant, l'embarco indispensable sur le pétrole ne dépassait pas un stade plus ou moins velléitaire : en témoigne le fait que le 7 décembre, Wilson laissait partir du golfe Persique un cargo britannique chargé de 12.500 tonnes de pétrole brut à destination de Béira ou, au même moment, 18.000 tonnes étaient débarquées d'un bateau portugais. Encore très peu décidée, l'attitude britannique devait se durcir sous la contrainte de plusieurs événements diplomatiques. L'affaire se compliquait.

« Conférencite » et blocus pétrolier

A grand fracas, la conférence ministérielle de l'O.U.A. du début décembre, annonçait que les pays

mique, et de fait un pont aérien avait déjà commencé à fonctionner entre le Congo-Léopold et Lusaka (le pétrole arrive également par camions-citernes de Tanzanie). De Moscou, l'appui s'offrit également à l'exclusion du domaine militaire. Quant à la Grande-Bretagne, elle se retrouvait avec un surcroît de crise à l'intérieur du Commonwealth : la Tanzanie et le Ghana comptant parmi les dix autres capitales africaines ayant rompu avec Londres. Une nouvelle conférence du Commonwealth est prévue pour les 10-11 janvier à Lagos (la dernière s'étant tenue en juin dernier avant les décisions de Ian Smith).

La crise partout

Sans conteste, les réactions africaines sont demeurées très en deçà de ce qu'elles auraient dû pour être immédiatement efficaces. Malgré des manifestations violentes de la population noire, mal connues à travers une presse rhodésienne sur laquelle s'est abattue la plus ultra des censures (on cite le chiffre de 120 Africains tués par les milices blanches à Bulawayo, on mentionne des sabotages accomplis dans les fermes en vue de désorganiser l'économie du pays...); les organisations nationalistes, Z.A.P.U. et Z.A.N.U., ne parviennent pas à dépasser une grave et paraly-

tituer le contrepois extérieur nécessaire à une plus profonde mobilisation en Rhodésie même.

Cela dit, une situation nouvelle se dessine à partir du défi de Ian Smith, un échafaudage bourré de contradictions s'est peu à peu dégagé de tactiques aussi diverses qu'inattendues.

Faut-il alors attendre le plein effet d'une rétorsion économique incomplète, toujours concédée « in extremis », mais cependant réelle ? Londres, bien que divisé, dit l'espérer dans le court délai de quelques mois. Le fait que Ian Smith ait proposé récemment de reprendre les échanges avec Lusaka lui paraît significatif d'une patience qui se veut raisonnable. L'avenir le prouvera mais, d'ores et déjà, on peut assurer qu'il ne sera pas sans conséquences, en raison même de l'engagement des grandes puissances dans un processus nouveau (cet engagement fut-il obtenu plus de gré que de force ?) L'alternative de l'intervention militaire se profilera de plus en plus, suscitant toujours plus la radicalisation du blocus économique au sein d'un jeu dialectique dont nous avons esquissé les contours. Si l'on est encore loin d'une issue, on est tout le même déjà allé trop loin, fût-ce à son corps défendant, pour que le régime de Ian Smith s'en sorte indemne et vainqueur. Le



Wilson de plus en plus coincé. (Ici avec le Premier zambien.)

(Photo A.D.P.)

membres rompraient avec la Grande-Bretagne le 15 du mois si cette dernière n'avait pas d'ici là amené Ian Smith à « Canossa ». Pourtant, reculant devant les décisions militaires qu'ils auraient pu prendre, les membres de l'O.U.A. ne devaient être que 10 sur 36 à « casser » avec Londres, non sans ménager bien des formes. Si l'on a pu ironiser sur cette « minorité » comparée au tapage publicitaire, il n'en demeure pas moins que lors de son séjour à Washington, Wilson, inquiet de ce qui n'était indiscutablement que faible application, s'entendait avec Johnson pour qu'un embargo pétrolier soit décidé et appuyé par l'O.N.U. (17 décembre). La Rhodésie, qui dépense environ 400.000 tonnes de pétrole par an et dont on fixait généralement les réserves à six mois, accusait le coup en interrompant les échanges « complémentaires » qu'elle entretenait avec la Zambie. Mais là encore, inévitable, le comportement de Ian Smith ne fait qu'aggraver un engrenage qui échappe de plus en plus aux calculs de ceux qui veulent reculer et éviter des actes irréversibles.

Certes, l'efficacité de l'embargo pétrolier implique un certain nombre d'impératifs, dont le principal réside dans une application intégrale du blocus. Pour cela, pour rendre vain tout apport « pirate » par voie maritime, il faudrait fermer l'oléoduc qui va de Béira (au Mozambique) à la raffinerie proche d'Umtali en Rhodésie. La société qui exploite l'oléoduc, où les parts britanniques sont cependant majoritaires, ne paraît pas décidée à se conformer à un tel règlement. En outre, il serait nécessaire que les transports ferroviaires provenant d'Arique du Sud et d'Angola ne servent pas à suppléer la source maritime tarie. D'où l'importance des décisions de Pretoria et de Lisbonne, pour l'heure opportunément prudents. Ainsi, pour le pétrole, le blocus mûrit. D'un autre point de vue, l'aide et le soutien à la Zambie s'avèrent plus indispensables que jamais, ce sera l'objectif assigné à deux missions envoyées par Kaunda à Washington et à Moscou. Des Américains, Kaunda recevait l'assurance d'une aide écono-

sante division (qui empêche en particulier la formation d'un G.P.R.A. zimbabwé). En outre, les nations africaines indépendantes portent une large responsabilité dans la mesure où une bonne part de leurs initiatives n'ont guère été au-delà du papier et dans la mesure où elles n'ont pas su cons-

danger n'est désormais plus à sens unique, un phénomène de boomerang peut jouer de plus en plus et il conviendra de le suivre attentivement, au-delà de tous les préjugés optimistes ou pessimistes.

Claude Glayman.

LA HAVANE

Un souffle nouveau venu de l'Amérique latine

Le 3 janvier, s'est ouvert à La Havane la « Conférence des trois continents ». Pendant une semaine, cinquante délégués représentant une centaine de gouvernements et mouvements révolutionnaires du Tiers Monde se sont réunis à l'heure où Cuba célèbre le septième anniversaire de sa révolution.

Deux grands absents : Ben Barka et Ernesto Che Guevara

L'idée d'étendre aux mouvements révolutionnaires d'Amérique latine les rencontres afro-asiatiques était née dès Bandoung, en avril 1955. Par la suite, à chaque réunion de la conférence de solidarité afro-asiatique, des vœux étaient émis en ce sens, mais c'est seulement au printemps dernier que, sous la présidence de Mehdi Ben Barka, un comité préparatoire se réunit au Caire en vue d'une conférence « tricontinentale » siégeant à La Havane.

« Il faut réanimer un mouvement afro-asiatique essoufflé et paralysé par le conflit sino-soviétique, déclarait le leader marocain, car notre lutte est une et l'impérialisme est un également. Nous avons tous un seul ennemi commun : l'impérialisme... »

A la demande du délégué du Congo-Brazzaville, une minute de silence a été observée à la mémoire de celui qui contribua à l'élaboration de cette conférence et M. Osmani Cienfuegos, ministre cubain de la Construction, qui présidait la réunion, a fait l'éloge du « leader assassiné de l'U.N.F.P. marocaine ».

Autre grand absent : Ernesto Che Guevara, théoricien de la guerre révolutionnaire qui « poursuit le combat contre l'impérialisme quelque part dans le monde » et dont le nom a été acclamé par tous les participants debout à la demande du commandant vénézuélien Médina.

La stratégie révolutionnaire mondiale à l'ordre du jour de la conférence

Trois grands points de discussion ont dominé les débats :

- la lutte « pour la totale libération nationale » par « toutes les formes de lutte, y compris la lutte armée des peuples des trois continents contre l'impérialisme », ainsi que « la lutte contre l'emploi, la production, l'expérimentation et le stockage des armes nucléaires, la lutte contre l'apartheid et la ségrégation raciale » ;
- l'étude des conditions particulières de lutte contre l'impérialisme au Vietnam, en République dominicaine, au Congo, dans les colonies portugaises, en Rhodésie du Sud, en Arabie du Sud et en Palestine ;
- la dénonciation du déséquilibre de l'économie mondiale qui accroît le fossé entre les nations sur-industrialisées et « en voie de développement l'élaboration d'une définition commune du concept de coexistence pacifique pour les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique ».

Nouvelle défaite de la Chine

Comme il fallait s'y attendre, les débats ont été imprégnés de la querelle sino-soviétique. Pro-chinois et pro-soviétiques se sont affrontés dès le premier jour, quand il a fallu vérifier les pouvoirs des délégations dont plusieurs prétendaient représenter un seul pays. La présence d'un observateur yougoslave fut signalée par la Chine, mais l'incident n'eut pas de suite, sur intervention de la R.A.U.

La veille de l'ouverture de la conférence, les dissensions sino-cubaines furent étalées au grand jour par Fidel Castro qui déclara, dans son discours prononcé à l'occasion du septième anniversaire de la révolution, que, malgré une bonne récolte, la Chine avait décidé de réduire de moitié ses envois de riz à Cuba. Lors de la dernière réunion préparatoire de la conférence, Osmani Cienfuegos, après une violente diatribe des Chinois contre les Soviétiques, répliqua : « Nous, nous savons ce qu'est l'impérialisme américain. Nous en parlons d'expérience et l'on ne peut nous soupçonner ni de mollesse ni de bienveillance à l'égard de Washington. » Apparemment surpris, les délégués chinois firent machine arrière et, par la suite, le mot « révisionnisme » ne fut plus attribué, par eux, ouvertement à l'U.R.S.S., mais à « certaines gens ». Ce ralliement des Cubains aux positions soviétiques a naturellement fait pencher la balance en faveur de ces derniers, l'opinion des Cubains ayant valeur de test aux yeux des mouvements latino-américains.

Cette nouvelle défaite de Pékin, après l'avortement du second Bandoung à Alger et l'écrasement du parti communiste indonésien pro-chinois, met en relief les illusions de la Chine qui pensait rassembler sous sa bannière la majorité des pays du Tiers Monde dans la lutte contre l'impérialisme américain. Cet échec, à La Havane, acquiert une résonance particulière car, pour la première fois, toutes les tendances socialistes et communistes qui se réclament de la révolution russe d'octobre 1917 se sont fait représenter, soit par une délégation quand il s'agit de pays de Tiers Monde, soit par des messages de sympathie pour les pays d'Europe. Depuis le maïsisme jusqu'au castrisme, en passant par les différentes tendances krouchtcheviennes ou post-krouchtcheviennes, titistes ou staliennes, les nombreuses variantes des socialismes arabes ou africains et même des mouvements trotskystes d'Amérique latine, la famille, au grand complet, s'est retrouvée d'accord sur de grands principes. Il est vrai qu'un grand coupable était là pour rassembler tout le monde.

Dénonciation de l'impérialisme yankee

Pendant plus de trois heures, MM. Tuyen Tran-Danh et Tien Nguyen-Van, représentant respectivement la République démocratique du Vietnam et le Front de libération du Vietnam du Sud, ont violemment dénoncé le « Yankee, le plus cruel et le plus barbare de tous les gendarmes de l'impérialisme ». Interrompu par des ovations, le délégué du F.N.L. a conclu : « Nous lutterons cinq, dix et vingt ans, si cela est nécessaire, jusqu'à ce que le dernier soldat américain ait abandonné le sol de notre patrie qui est une. »

Autre intervention anti-U.S. remarquable, celle de M. Dorticos, président de la République cubaine, qui, dans son discours d'ouverture de la conférence, après s'être félicité que celle-ci se tienne « dans le premier territoire

libéré de l'Amérique », qualifia les Etats-Unis de « principaux ennemis de la paix et du progrès ».

Création d'un organisme « tricontinental »

La décision a été prise de créer un nouvel organisme groupant des représentants des trois continents qui pourrait remplacer l'actuelle conférence de solidarité afro-asiatique issue de Bandoung. Les Egyptiens, soutenus par la Mongolie, ont plaidé pour que le siège soit au Caire, « centre géographique parfait des trois continents ». Mais, pour ne pas accentuer l'isolement des Chinois, un compromis confirmerait que la prochaine « conférence de solidarité des peuples » aura bien lieu à Pékin en mai 1967, la seconde « tricontinentale » se déroulant au Caire en 1968.

En fait, l'intérêt de cette conférence réside dans l'apparition de nouvelles forces montantes. Pour la première



(Photo A.F.P.)
Ben Barka : le grand absent.

fois, les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine auront été associés à une manifestation « Tiers Monde », manifestation qui ne groupait jusque-là que des Asiatiques et des Africains.

Les délégués latino-américains, dont la plupart n'ont pas trente ans, découvrent un aréopage afro-asiatique quelque peu essoufflé dont le dynamisme ne va, bien souvent, pas plus loin que l'affrontement verbal et la rhétorique ampoulée. Le conflit sino-soviétique, les querelles byzantines entre chefs d'Etat arabes ou africains, autant de phénomènes auxquels ils restent étrangers. L'impérialisme américain, pour les jeunes chefs de maquis venus de Colombie, du Venezuela ou du Pérou, n'est pas une notion abstraite que l'on donne en pâture aux peuples afin de leur faire oublier des difficultés internes, mais une réalité avec laquelle ils doivent chaque jour se mesurer.

Michel Denni.

Résolution sur la conférence de La Havane

Au moment où à La Havane se trouvent réunis les délégués de plus de cent pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le P.S.U. tient, en les saluant, à affirmer sa solidarité avec tous les peuples qui luttent pour conquérir leur indépendance politique et économique et leur liberté, et à condamner formellement avec eux toutes les politiques d'apartheid et de ségrégation raciale qui survivent encore.

L'esprit de TACHKENT



(Photo A.F.P.)
Une rencontre qui doit faire date.

Le résultat de Tachkent est sans doute maigre puisque l'Inde et le Pakistan décident en somme de revenir à la situation qui prévalait avant le conflit du mois d'août. Autrement dit, le problème du Cachemire demeure entier et ne manquera pas de rebondir.

Cela dit, dans une Asie livrée à l'escalade, pour la première fois l'esprit de négociation a prévalu. Psychologiquement, c'est un phénomène important qui prouve que des approches positives sont concevables, même pour des antagonismes inextricables.

En outre, l'U.R.S.S. fait sa rentrée asiatique entre la Chine et les U.S.A. Si l'on tient compte de la présence de Chelepine à Hanoï, cela

mérite d'être mentionné comme indice prometteur. Demain, il serait nécessaire que l'Inde et le Pakistan poursuivent cette amorce. Certaines informations laissent présager une reprise de l'escalade au Vietnam, soit au Cambodge ou au Laos, soit encore sous la forme d'une tête de pont américaine au Vietnam du Nord.

Ainsi l'offensive de « pax americana » risque de n'avoir servi qu'à couvrir une aggravation de la guerre.

Face à cela, il faut opposer sinon l'aboutissement encore fragile de Tachkent, du moins et surtout ce que l'on peut appeler « l'esprit » de Tachkent.

C. G.

Licenciements à Vannes (suite de la page 5)

puis de Tallet, du bureau confédéral, en union avec la C.F.D.T. et F.O., engage une lutte dont l'issue paraît au départ difficile.

Une première action a eu lieu le lundi 3 janvier par un défilé en ville, de l'arsenal à la préfecture, des deux cents ouvriers de l'arsenal, aux cris de : « Marcellin, au turbin ! ». (Marcellin, ministre, maire de Vannes, président du Conseil général du Morbihan). Des tracts distribués pendant le défilé exposent les causes et les conséquences de quarante-cinq suppressions d'emplois et appellent la population vannetaise à un rassemblement pour le mercredi 5 janvier à la Bourse du Travail. A la suite d'une entrevue avec le chef de cabinet du préfet, un premier point était acquis : pas de licenciement avant le 31 mars.

Une deuxième action a eu lieu le mercredi 7 : plus de quatre cents travailleurs, à la Bourse du Travail, approuvent la motion — dont l'essentiel est cité plus haut. A la suite du défilé de la Bourse à la préfecture, un entretien des délégués avec le préfet se solda par un nouveau succès pour les travailleurs : la commission des licenciements était ajournée et la venue à Vannes d'un représentant du ministre des Armées était prévue pour le lendemain.

Au cours de cette entrevue, les délégués, après une discussion serrée, marquaient encore des points et obtenaient l'assurance que finalement il y aurait moins de quarante-cinq licenciements et que le grave problème du reclassement serait étudié en tenant compte de la situation particulière de chaque ouvrier.

Ainsi donc, après une lutte tenace et d'après discussions, les intérêts des travailleurs ont été en bonne partie sauvegardés.

Sans l'action des travailleurs, sans nul doute, non seulement il y aurait eu quarante-cinq licenciements autoritaires dans les plus mauvaises conditions, mais c'était aussi le risque d'assister, à plus ou moins brève échéance, à la liquidation de l'arsenal.

Bien sûr, nous sommes des pacifistes et l'arrêt de l'entretien ou de la fabrication du matériel de guerre est souhaitable. Seulement, on constate, une fois de plus, le mépris des gouvernants pour le « matériel humain ».

Comme toujours, en régime capitaliste, les travailleurs font les frais d'une politique dans laquelle la condition humaine n'est prise en considération que si les travailleurs bougent.

Les leçons à en tirer ? Notre camarade A.S. les a bien données la semaine dernière à propos des trois cent trente-six licenciements d'Anvers.

Puissent-elles faire évoluer la conscience politique des travailleurs qu'ils soient ou non touchés par la récession.

G. P.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Directeur adjoint : GERARD CONSTANT
Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV*) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV*) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14* Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette Paris (9*)

DOCUMENT

LA CONDITION FEMININE DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

(Suite des numéros 267 et 268.)

L'insuffisance de l'infrastructure sociale

On sait combien est inexistante cette infrastructure. C'est ainsi que dans une ville de cent mille habitants comme Villeurbanne, il n'existe aucune crèche. Combien y a-t-il, dans les grands ensembles, de self-services traiteurs où l'on peut, selon le choix, déjeuner sur place ou emporter le repas tout prêt ? Dans la région lyonnaise, il n'y a qu'un exemple de laverie collective, à tarif très abordable.

Mais il faut reconnaître que sur ces problèmes jusqu'à présent il y a eu peu de revendications précises, et ce qu'il existe de concret, tels les comités pour nos enfants, n'est pas venu du gouvernement, ni même de partis politiques, mais d'organisations familiales, de mouvements de jeunes. A cet effet, tout le problème de l'urbanisme est à remettre en cause, et l'on ne peut plus se contenter de construire des cages à lapins d'abord, d'équiper l'ensemble ensuite selon les crédits dont disposent différents ministères, les jeux d'influence, et accessoirement les besoins de la population.

On ne peut non plus accepter la tendance à la ségrégation d'âge et de milieu social qui se dessine. C'est pourquoi une infrastructure sociale digne de ce nom nécessite une politique nationale de l'habitat : service national du logement, municipalisation du sol ; une grande démocratie dans la conception et la gestion ; en effet, si certains équipements collectifs paraissent évidents, d'autres, tels les équipements culturels et sportifs, sont fonction des goûts et besoins de la population. Une infrastructure sociale digne de ce nom ne devrait pas oublier :

Les crèches.

Souvent, en ce qui concerne les crèches, on rencontre certaines réticences : l'enfant ne peut se développer normalement sans la présence de la mère, les crèches sont des « usines » à une échelle bien trop grande pour la perception d'un tout petit enfant, etc.

Un médecin psychiatre, spécialiste des enfants, a, au stage, réfuté un certain nombre de préjugés... de malentendus même. Ainsi, par besoin de la présence maternelle pour l'enfant, en terme de pédiatrie, il ne faut pas entendre spécialement le besoin de la mère, mais d'une présence affective et disponible. Et cette présence peut être fournie aussi bien par le père ou par une tierce personne. Quant à la multiplicité des visages, il est évident qu'elle est néfaste pour le bébé jusqu'à six mois, mais il n'y a aucune raison pour qu'il n'ait pas un développement psychologique normal dans une petite crèche où deux ou trois puéricultrices ne s'occupent pas de plus de vingt à trente enfants. Des crèches de cette taille, contrôlées médicalement, offrent toutes les garanties de croissance physique et psychique normale à l'enfant.

Les haltes-garderies et garderies d'enfants (problème des enfants de trois à huit ans).

Les laveries collectives.

Les restaurants-traiteurs (cela se fait dans les H.L.M. pour personnes âgées, pourquoi pas dans tous ?).

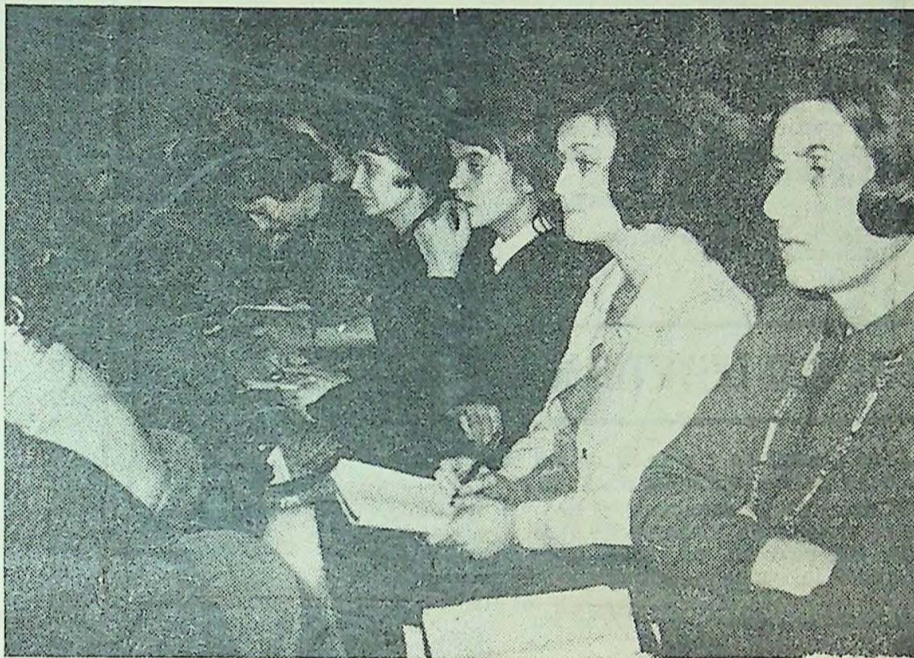
Salaires unique et salaire social familial

Le principe de l'allocation de salaire unique est, en effet, un facteur de conditionnement de la femme, et en particulier de la femme non qualifiée professionnellement. Le salaire unique est attribué aux ménages ou personnes (veuves, par exemple) qui ne disposent que d'un seul revenu professionnel. Le salaire unique est calculé d'après un salaire de base fixé à 194,50 francs. Il est fonction du nombre d'enfants à charge, mais ne dépend pas des ressources du foyer et, par cela même, est injuste. Il s'élève à 38,90 francs pour un enfant à charge de moins de cinq ans ; 77,80

pour deux enfants ; 97,25 pour trois enfants.

Le salaire unique peut paraître faible actuellement, bien que le gouvernement en étudie actuellement le relèvement. Mais le principe même nous en paraît contestable. N'est-il pas une entrave à la liberté de la femme dans le choix de ses activités ?

a) En effet, le salaire unique versé aux jeunes ménages ne disposant que d'un seul revenu professionnel, par exemple, pendant les deux premières années de mariage, même sans enfant, permet au jeune foyer de percevoir l'allocation-logement et, de ce fait, incite la jeune femme à abandonner son activité professionnelle



Intéresser les femmes à une activité politique. Photo Agip.

souvent mal rémunérée et inintéressante (par manque de qualification) pour se consacrer aux tâches ménagères.

b) De même, l'ouvrière sans qualification professionnelle qui gagne 395 francs par mois pour un travail souvent pénible et ingrat n'a guère d'avantage à continuer son activité professionnelle si l'on considère le gardiennage des enfants à 9 francs par jour. Car alors elle travaille pour rien, si ce n'est à perte, et qui que ce soit ne choisirait de travailler pour le seul profit de l'employeur.

c) Ces ouvrières sous-qualifiées, comme un grand nombre de femmes aujourd'hui, encouragées par le salaire unique, renoncent à chercher à améliorer leur qualification professionnelle pour se consacrer aux tâches familiales, et se retrouvent à 45 ans, libérées, sans emploi et sans possibilités d'exercer une activité intéressante et correctement rémunérée.

d) De plus, le salaire unique est un encouragement au travail noir mal rémunéré et sans garantie (confection à domicile, ménages, dactylographie, traductions). Cette main-d'œuvre féminine, non qualifiée, nombreuse, et non syndiquée, reste à la merci du patronat.

e) Le salaire unique, en déterminant les femmes à rester chez elles, évite au gouvernement les frais d'une infrastructure sociale assurant la prise en charge par la société d'un grand nombre de tâches familiales (garde, loisirs et culture des enfants et des vieillards, lavage, nettoyage et repas).

Pour éviter de pénaliser la femme qui travaille — qui, d'ailleurs, en plus de son travail extérieur, a les mêmes tâches familiales que la femme au foyer, ou est obligée de payer pour se faire aider — et si l'on admet que l'allocation de salaire unique est donnée à la femme en échange de ces travaux ménagers, il serait souhaitable de reconverter l'allocation de salaire unique en une prime ajoutée aux allocations familiales, versée aux

mères, qu'elles exercent une activité professionnelle ou non, calculée en fonction du nombre d'enfants à charge de moins de quatorze ans et des ressources du foyer. Elle ne serait pas versée au foyer ayant un revenu élevé. L'allocation-logement, reconsidérée, devrait être attribuée uniquement en fonction des ressources du ménage.

La femme et la vie politique

On assiste actuellement à une certaine dépolitisation des femmes, ou tout au moins à un manque d'intérêt pour la politique traditionnelle et les partis.

La cause de cette dépolitisation est, avant tout, le conditionnement social et idéologique.

Le capitalisme a intérêt à ce que la femme soit uniquement une bonne consommatrice. On tend vers une société où l'homme produit, et où la femme consomme la production, le profit étant prélevé sur les deux opérations (voir la société américaine).

Les équipements sociaux collectifs qui permettraient à la femme de s'intégrer dans la production ne sont pas rentables, en terme de profit immédiat, pour le régime capitaliste (on demanderait plutôt à la mère d'apporter à lire elle-même à ses en-

vail productif, et méthodes de contrôle des naissances qui permettent de dominer le destin biologique).

Quels doivent être les objectifs prioritaires du P.S.U. dans ce domaine, et les moyens pratiques ?

— Développer la formation et l'information ; développer certaines méthodes pédagogiques. On doit montrer l'utilité de l'esprit critique d'une certaine forme de révolte, et montrer l'insuffisance d'un certain esprit « bonnes œuvres ».

— Mais éviter l'aspect uniquement négatif. Il faut se tourner vers la construction, et mettre l'accent sur l'aspect constructif, sans quoi l'on se heurte chez les femmes à un réflexe défensif. La tactique du contre-plan paraît particulièrement intéressante.

Les principales luttes à mener doivent porter sur les points suivants :

— Démocratisation de l'enseignement. Apprendre aux jeunes à s'exprimer.

— Développement de l'instruction civique. On pourrait déjà demander aux professeurs P.S.U. qui en ont la charge de développer chez leurs élèves filles le sentiment de responsabilité sociale et le devoir de s'informer.

Mixité dans les études. — La séparation des sexes, en particulier dans les études dès l'enfance, est certainement beaucoup plus grave, sans vouloir diminuer l'importance de la lutte pour l'école unique et laïque, que la séparation en élèves de l'école laïque et de l'école confessionnelle ! Elle donne naissance à tous les préjugés les plus antiféministes, et tient de la pure et simple ségrégation raciale. Nous crions au scandale si l'on fait une école pour les Noirs et une pour les Blancs, mais trouvons parfaitement normal d'envoyer nos garçons d'un côté et nos filles de l'autre !

— Développer dès maintenant le courant pour la qualification professionnelle. S'appuyer sur des statistiques et démystifier par tous les moyens la formation professionnelle spécialisée pour les filles (couture...).

Nous devons, d'autre part, essayer d'employer un certain nombre de moyens pratiques pour amener les femmes à déboucher sur le plan politique, et également pour faire participer à la vie du parti celles qui sont déjà politisées.

— Travail dans les associations de quartier, dans les associations familiales, pour essayer de trouver un aboutissement politique.

— Réunions par montée d'escalier, par groupe, des femmes intéressées, pour qu'elles puissent s'exprimer entre elles, et mettre au clair un certain nombre de points importants. En effet, souvent, les femmes ne viennent pas aux réunions de section, même si elles sont politisées, car elles se sentent perdues et ignares, et font des complexes vis-à-vis des hommes. Si elles ont avant travaillé un certain nombre de points (autour d'une animatrice formée), elles peuvent, au bout d'un certain temps, mieux participer aux réunions et s'y exprimer, ayant déjà à ce moment-là une certaine expérience.

— Dans les sections syndicales, essayer de faire une formation progressive par tracts.

— Enfin, faire un effort, sur le plan des sections et fédérations pour donner aux femmes la possibilité matérielle d'assister aux réunions : organiser des garderies d'enfants, essayer de trouver des heures convenables (peut-être le samedi après-midi ?), et faire connaître toutes les idées allant dans ce sens aux copains.

Fin.

ERRATA

Dans l'article « A la croisée des escalades » plusieurs erreurs typographiques ont été commises :

— Ce n'est pas FLN qu'il faut lire mais F.N.L.

— Ce n'est pas les capitales de l'Afrique australe que M. Mennen Williams a visitées, mais celles de l'Afrique centrale.

— Enfin, au lieu de lire : « Le piètement passager du tiers monde dont on fera peut-être le diagnostic possible à La Havane » ; il s'agit du « diagnostic lucide ».

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

LA DOUCEUR DU VILLAGE

LE BESTIAIRE D'AMOUR

LIVRES

Des Américains sans défense

Nous sommes souvent tentés de lire notre avenir à travers la description de la société américaine actuelle. Ces Etats-Unis d'aujourd'hui, à leur plus haut degré de puissance économique et militaire, constituent l'image attirante ou repoussante de l'Europe de demain. Mais la plus développée des sociétés industrielles, vautreée dans l'abondance, uniquement préoccupée de produire, vendre et détruire le plus grand nombre possible de biens de consommation, secrète pour la liberté de chaque citoyen des dangers très sérieux. C'est ce que nous explique Vance Packard dans un livre hallucinant (1).

Depuis le début de la dernière guerre, un puissant réseau de surveillance, englobant des dizaines de millions de personnes, utilisant des méthodes d'espionnage ultra-modernes, s'est constitué, modernisé, développé au point d'être aujourd'hui une des institutions occultes fondamentales de la société américaine.

Pourquoi ce système et à qui s'applique-t-il ?

Le développement considérable des ensembles organisés est une source presque naturelle d'indiscrétion et favorise les ingérences dans la vie privée. Parallèlement, le développement des entreprises oblige les responsables qui veulent connaître les membres du personnel à utiliser des questionnaires étendus et précis, ainsi que des méthodes de contrôle quasi policières (fichiers, enquêtes, détecteurs de mensonge).

L'évolution de la mentalité américaine en direction d'une société policière s'explique également par la guerre froide, le maccarthysme, les conflits raciaux et les exigences de la défense dont le ministère, passant de plus en plus de contrats avec des industries en expansion (électronique) et des laboratoires d'université, exige pour l'ensemble de leur personnel des enquêtes de sécurité comparables à celles dont sont l'objet les membres des hauts états-majors.

Au niveau des entreprises ne travaillant pas directement pour la défense, les nécessités de la concurrence et du maintien des secrets de fabrication provoquent une profonde méfiance à l'égard des travailleurs, qui sans cesse observés, testés, espionnés, perdent progressivement leur personnalité et leur esprit d'initiative.

Par qui ces enquêtes sont-elles effectuées ?

Soit par les entreprises elles-mêmes, soit par des services spécialisés publics ou privés utilisant un personnel qualifié (anciens de la police, retraités du F.B.I., détectives privés, psychologues ou sociologues). Les méthodes, multiples, vont du questionnaire abordant les problèmes les plus intimes (dix à douze pages, fréquemment), jusqu'à l'enquête classique, en passant par les tests et l'espionnage électronique (caméras, micros, tables d'écoute). Tout cela aboutit à de gigantesques fichiers où figure près du quart des Américains.

Significatif est le développement actuel d'un véritable marché de l'information qui devient un des commerces les plus florissants des Etats-Unis : la recherche et la vente des renseignements s'effectue sur une grande échelle ; il y a un tarif officiel des renseignements recueillis qui sont cotés suivant leur importance, comme en bourse.

A quoi cela aboutira-t-il ?

Cette tendance générale n'a cessé de s'affirmer depuis vingt-cinq ans, sans même connaître de ralentissement sensible après la période maccarthyste. Elle risque d'aboutir, d'ici peu, à la dégradation de la vie privée et à la perte du sens des responsabilités. De plus en plus, l'individu est contraint d'adapter son mode de vie et de pensée aux principes établis par l'organisation ; il en résulte une perte considérable d'énergie et de spontanéité (qui peut s'accompagner d'une baisse du niveau de production). Toute forme de non-conformisme de-

vient subversive. La notion de subversion, elle-même, s'élargit dangereusement, englobant ici ou là les communistes ou les sympathisants, les pacifistes, les adversaires des expériences nucléaires, les partisans de l'intégration raciale, les beatniks et les homosexuels.

Il est évident que les Américains les plus conscients commencent à réagir. Le livre de Packard en est une preuve. La création d'organisations telles que « l'Union pour les libertés civiles » et le « Comité pour les libertés universitaires » est un symptôme sympathique, mais trop faible, en face de l'invasion qu'on essaie d'endiguer. Les seuls recours d'ordre juridique se réfèrent aux dix amendements de la Constitution américaine (Bill of Rights) que la Cour suprême interprète trop souvent en fonction de la conjoncture politique.

Les moyens de défense préconisés par Packard lui-même, paraissent bien inadaptés et constituent des combats d'arrière-garde contre les sécrétions naturelles d'une société tentaculaire. Après avoir dénoncé le mal, l'auteur ne propose, pour le combattre, qu'un retour aux principes libéraux de la démocratie américaine, quand ce sont les principes mêmes de cette société qu'il faut maintenant mettre en cause.

B. Sizaire.

(1) Vance Packard : *Une société sans défense* (Calmann-Lévy, édit.).

A LIRE SUR LE VIETNAM

● *Jean Lacouture* : « Le Vietnam entre deux paix ». Editions du Seuil.

(Une description documentée, profonde et vivante du Vietnam de 1954 à 1965. Un ouvrage de base pour comprendre la situation actuelle.)

● *Madeleine Riffaud* : « Dans les maquis Vietcong ». Julliard.

● *Wilfred G. Burchett* : « La seconde résistance Vietnam 1965 ». Gallimard.

(Les maquis du vietcong vus par deux reporters qui y ont vécu. La guerre et les souffrances au jour le jour.)

● *Fernand Gigon* : « Les Américains face au Vietcong ». Flammarion.

(Le Vietcong mais aussi les Américains au Vietnam ; pourquoi la guerre est impossible à gagner en dépit de la puissance technique des Américains.)

CINÉMA

Opération tonnerre

Opération Tonnerre (1) porte le dossard numéro 4 dans la série de James Bond. L'acteur Sean Connery dont la personnalité se confond intimement avec celle de l'agent-robot 007 part une nouvelle fois en guerre (froide) contre l'organisation du Spectre qui a décidé de voler des bombes atomiques. L'action se déroule en grande partie aux îles Bahamas, peuplées de sirènes en bikini et

de gangsters milliardaires. Un monde que fréquente James Bond à chacune de ses sorties terrestres. Car je le soupçonne de venir d'une planète sans nom où sommeillent tous les héros devenus dieux. En tenue d'homme-grenouille ou en smoking, il emprunte les habitudes d'un mortel pour mieux vaincre la bourgeoisie du crime. M. Bond trahit ses origines quand il se met à ressembler à M. Tout-le-Monde. Pourquoi enfle-t-il un gilet à réaction et prend-il la précaution de s'armer d'un pistolet alors qu'il lui suffirait d'un regard pour foudroyer son adversaire ? Sans doute pour plaire aux dames. Les naïades du Pacifique qui étreignent jusqu'à la mort les pêcheurs de perles. Pauvre James.

J.C. Cayeux.

(1) Un film de Terence Young.



Pauvre James !

● « *L'Union poétique* ». Animée par Michel Meunier et Monique Welger, présente une soirée : « Attila Josef » (poète révolutionnaire hongrois), qui aura lieu le 14 janvier 1966 à 20 h 30 dans le cadre de la revue « Harangue », 35, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4^e) (en plein cœur du Marais). Métro Saint-Paul.

Vient de paraître

● *Henri Grimal* : « La décolonisation 1919-1963 », Armand Colin. Collection U : des cartes, des tableaux, des dates, des renseignements du plus ténu au plus important font de cet ouvrage un mémento déjà classique. Pour tous ceux qui sont préoccupés du problème, le « Grimal » comblera bien des lacunes.

● *Daniel Guérin* : « L'Algérie caporalisée », C.E.S.

(Un ensemble d'articles parus au fil de l'actualité, augmentés d'une introduction qui s'interroge sur le sens du coup d'Etat du 19 juin. Nous reviendrons sur l'opinion de D. Guérin, intéressante et discutable comme l'est toute opinion.)

COMITE D'ACTION DU SPECTACLE

Mardi 18 janvier, à 20 h 30, à l'« Artistic-Voltaire », 45, rue R.-Lenoir (11^e) - M^o Voltaire RENCONTRE AVEC PIERRE KAST

En première partie : *La Brûlure de mille Soleils* (science - fiction).

En deuxième partie : *La Morte-saison des Amours* (1961), en présence du réalisateur.

Toute la splendeur voluptueuse de l'Orient dans votre bibliothèque

en souscription, en 8 somptueux volumes reliés pleine peau rouge

LE LIVRE DES MILLE NUITS ET UNE NUIT dans la traduction non expurgée du Dr MARDRUS

A côté de la Bible et des poèmes homériques, la troisième grande œuvre collective de l'humanité a sa place marquée dans toutes les bibliothèques. Shéhérazade Sindbad, Aladin, Ali Baba, enchantaient déjà notre imagination dans les versions adulcées qu'on proposait à notre enfance. Mais la splendeur poétique, la gaieté truculente et l'érotisme naïf de ces contes merveilleux, n'ont été révélés que par leur dernière traduction, celle du Dr Mardrus. En voici enfin le texte intégral dans la grande édition que nous attendions depuis longtemps : 8 volumes 16x21, tranches dorées, sur vergé pur fil, sous une somptueuse reliure pleine peau rouge, rehaussée d'or et de deux couleurs, qui évoque les coffrets d'Ali Baba, l'arabesque d'or qui couvre les plats paraissant enserrer dans ses mailles rubis, émeraude et perles roses. Renonçant à l'illustration figurative à laquelle répugne l'art musulman - et qui date parfois si vite ! - l'éditeur a illuminé cette somptueuse édition de près de 100 compositions décoratives dans le style arabe qui habillent en six couleurs les titres des contes et qui sont comme autant de tapis magiques emportant dans leur vol notre imagination vers Bagdad ou Le Caire. Bien que le premier volume vienne de paraître, la Librairie PILOTE peut encore, pendant un court délai, appliquer un prix de souscription extrêmement réduit pour cet ouvrage de haute bibliophilie : 880 F les 8 volumes au lieu de 1.000 F, le prix de chaque tome (110 F au lieu de 125 F) n'étant versé qu'à sa parution, (un tome tous les deux mois).

Le tirage étant strictement limité à 7.000 exemplaires, demandez-donc d'urgence à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle une documentation gracieuse ou, mieux, l'envoi immédiat, pour examen gratuit, avec droit de retour dans les cinq jours, du tome I qui vient de paraître. Vous ne risquez pas, ainsi, de voir échapper une édition que les bibliophiles vont se disputer et qui prendra sûrement une très grande valeur.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 22, rue de Grenelle - PARIS 7^e

Veillez m'adresser pour examen gratuit le 1^{er} volume des MILLE NUITS ET UNE NUIT. Si, dans les cinq jours, je ne le renvoie pas intact dans son emballage d'origine, je verserai 110 F, en souscrivant, de ce fait, à l'ouvrage entier, étant entendu que je réglerai chaque tome à sa parution au même prix réduit de souscription de 110 F.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

Signature.....

COMITÉ POLITIQUE NATIONAL DES 8 ET 9 JANVIER

Résultats des votes sur la motion politique :
Votants : 63.
Résolution Martinet : 38, adoptée.
Résolution Poperen : 19.
Résolution Naville : 4.

Abstention : 1.
Refus de vote : 1.
Motion sur le Vietnam :
Pour : 61.
Contre : 9.
Abstentions : 2.

Nous publions dans ce numéro de Tribune, les principaux extraits du rapport introductif d'Edouard Depreux, la résolution adoptée et les deux résolutions minoritaires. Nous donnons également la motion sur le Vietnam.

« Directives » parviendra dans le courant de la semaine aux cadres du parti, en leur donnant le texte des motions intérieures adoptées et le texte du plan de travail, adopté par 36 voix contre 22.
Le « Courrier du P.S.U. » donnera, d'ici une quinzaine, le compte rendu des débats et l'ensemble des textes présentés au C.P.N.

● Extraits du rapport introductif d'Edouard Depreux

L'ACTION DU P.S.U. : Le P.S.U. avait décidé dans son Conseil national de donner une consigne de vote claire en faveur de François Mitterrand et, sans participer à la campagne de ce dernier, de mener une campagne autonome pour faire connaître nos conceptions sur l'unité et le renouvellement de la gauche, notre programme, notre contre-plan, etc., tout en se gardant de toute polémique et en parlant beaucoup plus de l'avenir que du passé. Cette campagne a été menée dans de très bonnes conditions : 250 réunions avec les concours d'orateurs nationaux, nombreuses autres à l'initiative des fédérations, affichage, distribution de dépliants, articles dans la presse locale, quelques réunions communes en accord avec le Bureau national là où la situation commandait une telle attitude. D'une manière générale, nos meetings ont attiré une assistance nombreuse, attentive, souvent même enthousiaste, posant des questions intéressantes, témoignant qu'elle comprenait notre attitude. Nous avons enregistré des adhésions, fait des abonnés à « Tribune Socialiste » noué avec des sympathisants des contacts qu'il faudra développer.

RESULTATS DU PREMIER TOUR : Le résultat le plus spectaculaire a été le ballottage du général de Gaulle, que personne n'aurait osé prévoir il y a quelques semaines et qui a porté au régime un coup sensible. Le scrutin a perdu en grande partie son caractère plébiscitaire : de Gaulle l'a lui-même reconnu.

Le candidat de la gauche a groupé 32 % des suffrages, alors que les pronostics lui en accordaient généralement 28 %. Il a donc obtenu un succès incontestable, mais relatif. Beaucoup d'électeurs de gauche ont continué de voter pour de Gaulle, en particulier dans le Nord et dans la région parisienne (Lille, Roubaix, Cambrai, Arras, Boulogne, Amiens, Paris, etc.). L'hypothèse plébiscitaire n'a pas été complètement levée. A cause de son « équation personnelle », de Gaulle est resté le meilleur candidat U.N.R. et a sensiblement obtenu plus de voix que ce parti aux élections municipales.

Peut-être n'a-t-on pas réfléchi suffisamment sur le rôle décisif du vote des femmes ? D'après des sondages qui paraissent sérieux, 49 % des hommes ont voté pour de Gaulle au deuxième tour et 51 % pour Mitterrand. La proportion était la même dès le premier tour. La propagande des partis de gauche et notamment du P.S.U. auprès du corps électoral féminin n'a pas été assez efficace. Comment pouvons-nous remédier à cette lacune ? Il n'y a pas deux socialismes, un pour les hommes, un pour les femmes, mais il y a une manière d'exposer notre programme au corps électoral féminin, plus sensible peut-être que les hommes au langage concret. Mitterrand a soulevé la question du contrôle des naissances et il a réussi à provoquer des remous jusqu'au sein de la hiérarchie catholique et de la direction du P.C. Il serait intéressant de rechercher s'il a ainsi déplacé un nombre important de voix.

On a dit, d'une manière un peu sommaire, que les départements sous-développés avaient voté pour la gauche et les départements développés pour de Gaulle. Or la Lozère, le Cantal et la Bretagne, qui ont voté pour le président sortant, ne sont pas plus développés que le Gers, qui a

donné une majorité importante au candidat de la gauche. Il faut certainement tenir compte des pays de tradition républicaine et des régions de tradition réactionnaire. Dans les premiers, certains archéo-républicains (radicaux ou socialistes S.F.I.O. du Midi) ont voté contre le général de Gaulle. En Alsace, il y a eu à la fois des réflexes de pays développés et des réflexes de droite traditionnelle.

LA CAMPAGNE DU DEUXIEME TOUR : Bien qu'il n'y ait pas eu d'accord exprès, comme cela avait été le cas lors des élections législatives, elle a pris l'allure d'un sorte de Cartel des Non et la responsabilité de Mitterrand sur ce point est évidente. Il avait cependant été l'objet de conseils et de pressions d'amis qui l'avaient soutenu et qui ont continué de le soutenir. Une attitude plus nette de sa part aurait permis d'arracher plus de voix de gauche à de Gaulle. Nous avons le devoir d'examiner à fond ce problème. Oui ou non, devons-nous pratiquer une révision déchirante de notre politique constante, renoncer à l'alternative socialiste au profit d'une alternative démocratique préconiser une union sans exclusive des républicains jusqu'à l'extrême droite, admettre l'analyse de Guy Mollet sur les quatre familles politiques, communiste, démocrate-socialiste, démocrate non-socialiste et réactionnaire.

RESULTATS DU DEUXIEME TOUR : Je voudrais insister sur un point : faut-il admettre définitivement le mode de scrutin actuel, sous prétexte qu'il est populaire, ou faut-il résister au courant en éclairant l'opinion sur les dangers qu'il comporte ? Il est vrai que l'élection du président de la République au suffrage universel apparaît à beaucoup de citoyens et de citoyennes comme démocratique et il est de bon ton, même dans les milieux de gauche, de la considérer comme irréversible. Or tout porte à croire que demain, elle posera des problèmes très difficiles à résoudre sinon insolubles. Que se passera-t-il lorsque se trouveront en présence un président élu au suffrage universel, un Premier ministre nommé par lui et une majorité parlementaire hostile à ce président et à ce Premier ministre ? La dissolution elle-même ne permet pas de sortir nécessairement de l'impasse : elle peut ramener la même majorité. Dans l'hypothèse du contrat de législature entre un Premier ministre et une Assemblée, la dissolution permet de résoudre le problème.

CONCLUSIONS POUR L'ACTION DU P.S.U. : Nous aurons à prendre position vis-à-vis des idées de regroupement qui sont dans l'air et à songer aux élections législatives de 1967. Pour grandir, nous devons avoir un plus grand nombre d'élus, non pas certes à n'importe quel prix, mais en ne nous enfermant pas volontairement dans un ghetto, au nom de la pureté.

Le C.P.N. aura à entamer une discussion sur les suggestions diverses qui lui ont été faites par des camarades, et souhaite de tout cœur qu'un large accord puisse être obtenu.

Pour ma part, je pense que nous devons poursuivre notre lutte pour un programme commun de la gauche. Nous devons insister auprès de nos partenaires pour que ce programme : 1°) comporte des réformes de structures ; 2°) nous permette de sortir de la politique des blocs.

partisans de la démocratie socialiste qu'il en soit ainsi. C'est autour de la coalition des forces socialistes et démocratiques que se rassembleront tous les travailleurs, y compris ceux qui sont encore, aujourd'hui, influencés par le gaullisme ou qui ont pu être attirés par la solution centriste.

Le « centriste » n'est qu'une coalition d'une partie de la gauche avec la droite et c'est une solution que le P.S.U. combattra de toutes ses forces. Ce que veulent des millions d'ouvriers, de petits paysans, de techniciens, de jeunes qui ont voté pour le candidat unique de la gauche, c'est l'accord politique de toutes les organisations socialistes et démocratiques sur la base d'un programme. Ce programme doit être celui de véritables transformations des structures économiques et politiques du pays et il doit promouvoir une politique extérieure de désengagement et de combat contre l'impérialisme américain.

Ce sont, en tout cas, les options que, pour sa part, le P.S.U. s'efforcera de faire accepter par tous.

Un tel accord est indispensable pour que la coalition de la gauche entraîne toutes les forces vives de la nation dans la lutte pour des changements réels conduisant à la démocratie socialiste.

Cet accord — et c'est là le fait politique nouveau, considérable — apparaît, aujourd'hui, possible dans un proche avenir.

Ce serait, une fois de plus, une immense déception si, après les espoirs qui se sont levés ces derniers temps, cette entente de toute la gauche sur un programme commun, pour des engagements communs et garanties réciproques ne se réalisait pas.

Ne pas tout faire pour tirer parti sans tarder de la situation actuelle, laisser se défaire ce qui a commencé

Résolution présentée par Pierre Naville et ayant obtenu 4 voix

L'élection de de Gaulle au deuxième tour des présidentielles avec 55 p. 100 des voix a clairement montré que son régime n'a plus qu'un appui partiel dans le pays et qu'il est condamné pour l'avenir. Le candidat qui a réuni 45 p. 100 des voix a permis de mesurer, au premier et au second tour, l'ampleur de la résistance et de la contre-offensive contre le régime gaulliste.

Cette résistance et cette contre-offensive ont été favorisées et amplifiées par l'unité réalisée par les partis de la gauche socialiste et démocratique sur le nom d'un candidat unique. Elles se sont manifestées par une reprise de la conscience socialiste dans des fractions importantes de la population travailleuse, des syndicats et des partis. Elle a permis de poser la question essentielle qui est l'opposition d'une alternative socialiste au gaullisme.

La candidature Lecanuet, de son côté, a révélé une crise croissante au sein même de la bourgeoisie et des milieux d'affaires qui ont soutenu, jusqu'à présent, le gaullisme. Les contradictions ont contribué à l'échec relatif du gaullisme.

Dans les conditions ouvertes par le nouveau septennat gaulliste, cette situation impose donc de nouveaux devoirs au mouvement socialiste. Nous les remplirons à condition d'affirmer clairement nos solutions et nos propositions pour marcher à la victoire.

A l'heure actuelle, ni le programme de François Mitterrand (en 28 points), ni celui de la Fédération Démocrate et Socialiste qu'il préside ne peuvent constituer la base de départ d'une union favorable de la gauche socialiste. La recherche de cette base ne peut résulter que d'une confrontation sans exclusive entre tous les participants au mouvement d'unité, de la base au sommet. C'est à cette confrontation que notre parti n'a cessé d'appeler, et c'est pour l'entamer que nous avons présenté les éléments d'un programme d'action avant et pendant la campagne présidentielle.

L'unité qui s'est développée à partir de la candidature Mitterrand a cependant levé un certain nombre d'obstacles. L'anticommunisme a largement baissé dans les masses populaires et, en particulier, dans les différents secteurs de la gauche non communiste. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que toute une série d'équivoques continue de peser et de grever l'avenir. Pour l'essentiel, les électeurs de Mitterrand du premier tour ont été déterminés par une réaction populaire contre le gaullisme et sa politique antisociale, contre les positions droitières de Lecanuet. Cela ne constitue pas une perspective positive susceptible d'orienter les combats du mouvement ouvrier et de la gauche. En outre, l'attitude des organisations traditionnelles (PCF-SFIO), acceptant l'orientation mitterrandiste de façon inconditionnelle, risque de noyer le mouvement unitaire dans une politique vaguement démocratique.

Dans ces conditions, le parti propose sa conception de l'unité de combat des forces socialistes au PCF,

à se réaliser et doit grandir et se consolider, ce sera porter à la cause de la classe ouvrière un coup terrible dont elle ne se remettrait pas avant longtemps.

Le parti socialiste unifié, qui s'est toujours battu pour que la gauche retrouve sa cohésion et renouvelle ses objectifs et ses méthodes, qui a contribué, pour sa part, à la réalisation et au succès de la gauche lors de l'élection présidentielle, prend, à cette nouvelle étape, ses responsabilités.

Il continuera de penser que sa participation à un regroupement de la gauche non communiste n'aiderait en rien — bien au contraire — à la réalisation de la véritable unité et du renouvellement socialistes.

Il fera, sans exclusive ni priorité, des propositions à l'ensemble des organisations de gauche pour étudier la procédure permettant d'engager, dans les plus brefs délais, la discussion pour un tel contrat et pour préparer des candidatures de la gauche aux élections législatives.

Il mènera, en même temps, campagne dans tout le pays pour que s'exprime et se développe le courant en faveur d'un accord politique de toute la gauche en vue d'ouvrir la voie à l'alternative socialiste.

Il prendra toutes initiatives permettant de rassembler organisations et militants désireux de travailler ensemble à la définition et à la réalisation du socialisme dans les conditions sociales et économiques de notre temps.

à la SFIO, à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, aux organisations syndicales et populaires. Sa tâche est de faciliter l'organisation unitaire autour d'un programme anticapitaliste sans équivoque. Pour cela il doit, localement et nationalement, faire des propositions politiques aux autres organisations en ouvrant la perspective d'accord politique des forces socialistes et populaires qui garantirait la libre expression à l'intérieur du mouvement ouvrier. En même temps, il interviendra par ses forces là où l'action unitaire pèterait et se heurterait au conservatisme des appareils. Il ne saurait se fonder dans des regroupements de la gauche non communiste, ni accepter l'idée d'un dialogue préférentiel avec la SFIO et la Petite Fédération.

La question du programme est donc plus que jamais essentielle. Il s'agit de savoir si le programme sur lequel le mouvement ouvrier et la gauche iront au combat sera un programme qui cherchera à rompre l'équilibre économique, social et politique du régime capitaliste (c'est-à-dire un programme de transition vers le socialisme) ou une plate-forme de replâtrage du régime sans véritables points offensives.

Un tel programme ne sera évidemment pas établi sans affrontements. C'est pourquoi, contre l'esprit d'abandon, le P.S.U. entend, dès maintenant, formuler et propager le plus largement par ses campagnes d'action les éléments d'un programme de réformes de structures anticapitalistes, de rupture avec la politique atlantique et de désengagement.

Les élections législatives, prévues pour 1967, seront une étape importante de la mobilisation des masses populaires dans l'ensemble des luttes sociales qui vont s'ouvrir. L'unité de candidature de la gauche socialiste est souhaitable demain comme aujourd'hui. Mais elle n'est souhaitable et possible que si elle groupe les partisans d'un programme clair de démocratie socialiste et de renversement des institutions gaullistes. Des comités devront, dès à présent, en envisager la réalisation dans les localités et départements. Le P.S.U. collaborera, avec toutes ses forces, à cet objectif et sans dissimuler son propre programme. Briser toute tentative centriste, accentuer les désaccords dans la droite, s'unir contre le gaullisme, telles sont les lignes de préparation de candidatures uniques de la gauche socialiste aux prochaines élections législatives.

Ces perspectives électorales ne deviendront réellement favorables que si elles sont liées à un élargissement des luttes sociales, de l'action revendicative et de la coordination des mouvements de lutte à tous les niveaux, notamment dans le secteur public.

Les textes du C.P.N. sont présentés recto, verso, pour pouvoir être conservés comme documents par les sections et fédérations du parti.



Résolutions du Comité Politique National

● Sur la politique générale

LE Comité Politique National considère comme positifs les résultats des élections présidentielles. Le gaullisme a été sérieusement ébranlé et, grâce à la candidature unique, la gauche est apparue comme la seule vraie force d'opposition.

Il faut maintenant préparer sans perdre de temps les batailles qui vont décider du sort du régime. Des luttes sociales importantes auront vraisemblablement lieu dans les prochains mois : elles précéderont le nouvel affrontement attendu : celui des élections législatives.

C'est pourquoi le P.S.U. qui, dès son Conseil national de novembre 1964, s'était prononcé pour la discussion d'un programme commun de la gauche, insiste sur l'urgence de cette discussion. L'expérience de l'élection présidentielle ayant montré que de nombreux travailleurs continuaient à voter pour de Gaulle ; elle a mis également en lumière l'importance de cette masse de jeunes électeurs qui n'ont connu ni la IV^e République, ni les débuts du gaullisme. La gauche doit faire un effort intense pour gagner les uns et les autres. Elle n'y parviendra que si elle se montre capable de présenter un programme sérieux, n'éluant aucun des choix réels devant lesquels se trouve placé le pays.

Dans un débat qui devra le plus tôt possible englober l'ensemble de la gauche, mais qui prendra aussi nécessairement la forme de multiples confrontations, le P.S.U. attache de l'importance à l'attitude des éléments regroupés dans la Fédération Démocratique Socialiste. Ceux-

ci vont en effet subir des tentations contradictoires : celle d'un retour aux combinaisons centristes ; celle d'un jeu purement électoral, équilibrant les alliances populaires et les alliances tournées vers la droite, mais aussi celle d'une consolidation de la coalition de gauche. Le problème n'est pas ici simplement un problème tactique. Il est avant tout un problème de fond.

La nature et l'orientation du programme de la gauche, tant en ce qui concerne ses objectifs que les moyens de son exécution, détermineront à la fois la composition et le dynamisme de l'accord national qui est nécessaire pour préparer les batailles prochaines.

En effet, le régime, tirant la leçon de son affaiblissement, s'oriente aujourd'hui vers une politique à l'accent plus social. Il ne lui est pas possible d'aller loin dans ce domaine, mais il n'en reste pas moins important de montrer au pays les limites et l'impuissance de ce gaullisme « rénové ». Seul, un programme d'orientation socialiste faisant apparaître les transformations de structure nécessaires à l'évolution de la société française peut y parvenir. A défaut d'un tel programme, la tentation des coalitions centristes risquerait d'aboutir à des alliances avec des forces situées en fait plus à droite que le gaullisme lui-même.

Le P.S.U. tire de cette situation la conclusion qu'il convient aujourd'hui, contrairement à ce qui a été dit récemment au Comité central du Parti communiste français, de mettre l'accent sur l'alternative socialiste. C'est dans le

cadre d'une telle politique que peuvent se situer les perspectives de toutes les forces qui poussent au renouvellement de la gauche comme semblent le montrer les orientations que beaucoup d'entre elles ont récemment prises.

Dans cet esprit, et pour éclairer les choix que devront faire en vue des batailles qui s'annoncent les forces qui ont participé à la récente campagne du candidat de la gauche comme celles qui ont marqué une hésitation à son endroit, le P.S.U. se donne pour tâche d'élaborer les propositions de programme et de définir les moyens d'action d'une politique de gauche pour les soumettre à la discussion commune.

Dans l'ordre économique et social notamment, le programme de la gauche doit prendre la forme d'un projet de plan précisés tant au niveau régional qu'au niveau des activités économiques.

Dans l'ordre international, l'orientation diplomatique en face des blocs militaires et l'orientation économique devant la construction européenne devront marquer le souci de consolider la paix et de donner à l'Europe une orientation socialiste, indépendante du capitalisme américain.

C'est la discussion détaillée de ces perspectives qui permettra d'éclairer la recherche des alliances nécessaires au renforcement de la gauche, et par là, à la victoire contre le gaullisme.

Résolution présentée par Gilles Martinet et adoptée par 38 voix sur 63.

● Sur le Vietnam

LA guerre du Vietnam, au nord comme au sud, prend chaque jour une gravité croissante sur le plan de l'escalade des opérations militaires dont les populations civiles sont de plus en plus les victimes, comme sur le plan des risques d'extension internationale.

L'opération d'alibi et de bonne conscience que constitue l'actuelle offensive diplomatique des Etats-Unis ne doit pas masquer à l'opinion publique mondiale le véritable génocide commis contre le peuple vietnamien par le « tapis de bombes » lancé par les B 52 et l'emploi des moyens de plus en plus violents et de plus en plus aveugles de la guerre classique (napalm, par exemple) ainsi que la possibilité grandissante de l'intervention d'armes nucléaires tactiques.

Cette situation présente un danger chaque jour plus grave de renforcement, aux Etats-Unis, du parti de la guerre préventive contre la Chine et d'accentuation des

moyens de pression du gouvernement américain contre l'opposition pacifiste croissante à l'intérieur du pays. Elle est aussi un défi lancé au socialisme international et à tout le Tiers Monde, car le Vietnam constitue un lieu d'expérimentation des armes et des tactiques contre tous les mouvements révolutionnaires qui se préparent dans le monde et, en particulier, en Amérique latine. L'affirmation de force de l'impérialisme capitaliste est un encouragement pour les Etats-Unis à redoubler d'audace interventionniste dans d'autres secteurs du monde, à Saint-Domingue, par exemple, et même en Europe (Grèce...).

Une action de la gauche doit s'appuyer sur les principes politiques suivants :

- droit du peuple du Sud-Vietnam à disposer de lui-même ;
- vocation à l'unité nationale des peuples des deux Vietnam ;
- neutralité du pays par l'éva-

luation, au moins à terme, de l'ensemble des troupes étrangères, dans la perspective d'une neutralisation de l'ensemble du Sud-Est asiatique ;

— négociation avec le véritable interlocuteur, c'est-à-dire le Front de Libération (Vietcong).

Le P.S.U. propose à ses partenaires de la gauche et aux organisations luttant contre les diverses formes de guerre et d'oppression une campagne d'action commune sur ces bases et, si cela se révèle impossible, mènera cette campagne avec ses propres forces.

Cette action pourrait avoir les aspects suivants :

- affichage ;
- réunions d'information sur la réalité de la guerre du Vietnam ;
- meetings ;
- manifestations, en particulier auprès des institutions et des bases américaines en France ;

— actions de solidarité matérielle avec le peuple vietnamien.

Par ailleurs, le P.S.U. doit mettre à l'étude :

1° la possibilité de l'envoi d'une délégation P.S.U. à Hanoï ;

2° la recherche de liens avec les opposants pacifistes de l'intérieur des Etats-Unis ;

3° la réalisation de rencontres avec les autres forces socialistes de l'Europe occidentale décidées à mener une campagne contre la guerre du Vietnam.

4° la réalisation de rencontres du même type avec les forces socialistes de l'Europe occidentale décidées à mener une campagne contre la reconduction du Pacte Atlantique en 1969 ;

5° la création d'un comité de liaison avec les mouvements d'émancipation qui sont aux prises dans le monde avec l'impérialisme américain.

Résolution votée à l'unanimité.